

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 152. — 8 JUIN 1963

A ISSY-LES-MOULINEAUX

Un militant
S.F.I.O.

m'a dit :

« Si le parti ne se compromettrait pas avec le centre et la droite, on devrait rendre confiance à tous ceux qui l'ont perdue. »

(Page 4.)

La force de frappe coûte de plus en plus cher...

Le gouvernement inquiet des campagnes contre sa politique d'armement cherche à prouver qu'il est "économique" de fabriquer des armes atomiques.

(Page 3)

Jeunesse

Le problème du service militaire face aux tentatives confuses du régime.

(Page 10)

LYON : Première marche contre la "bombe"



Dimanche 26 mai, le Mouvement contre l'armement atomique se manifestait pour la première fois à Lyon dans une « marche contre la bombe », à laquelle participaient aussi le Comité pour le désarmement nucléaire, la Ligue des droits de l'homme, les Non-violents, la M.I.A.J., etc. Plusieurs centaines de militants se formèrent en cortège, munis de nombreuses banderoles réclamant le désarmement et protestant contre l'utilisation guerrière de l'énergie nucléaire. Malgré la chaleur, le cortège parcourut une dizaine de kilomètres à travers toute la ville, et au milieu de la curiosité générale. Des tracts du M.C.A.A., diffusés par nos camarades, expliquaient notre action et invitaient la population à rejoindre notre combat. La manifestation se termina sur quelques courtes prises de parole, dont celle très remarquée du représentant de la délégation pacifiste anglaise.

Photo Tribune

Une agression contre l'administration de "T. S."

Vendredi 31 mai, les locaux de l'administration de *Tribune Socialiste* (54, boulevard Garibaldi) ont été l'objet d'une agression par une bande de huit à dix jeunes (16 à 18 ans).

Seules, dans la journée, quatre femmes sont présentes pour assurer le travail des « Editions du P.S.U. ».

La bande, mi-blousons noirs, mi-fascistes (nous pensons qu'il s'agit de jeunes d'un lycée proche), fait irruption dans les locaux entre 17 h. 30 et 17 h. 45, arrache des affiches, déchire lettres et factures, éparpille les dossiers, brise un téléphone, menace une employée, renverse des meubles, projette à terre une machine à calculer, etc...

Une des employées, dans une pièce voisine, alertée par le bruit, saute par la fenêtre (locaux au rez-de-chaussée), alerte le commissariat en face. Des deux agents en faction, un la suit et lui dit : ne vous « faites pas voir ». L'employée court après la bande qui sort des locaux, les rattrape et s'aperçoit... que l'agent n'est plus là : il est retourné au commissariat !

Pendant ce temps, une autre employée avertit les voisins qui préviennent « Police-secours ». Le car arrive rapidement. Le brigadier du car est complètement « écœuré » de l'attitude de ses collègues « d'en face ».

Ce n'est pas la première fois qu'il y a des « histoires », mais la diligence des « gars d'en face » est à coup sûr un encouragement pour les blousons noirs qui en veulent plus à certains de leurs professeurs, anti-O.A.S., qu'à T.S. en tant que tel.

Les dégâts sont plus spectaculaires qu'importants, néanmoins divers frais résultent de cette agression.

Nous comptons sur tous nos lecteurs pour nous aider à nous sortir de cette mauvaise passe. Envoyez vos dons à *Tribune Socialiste*, 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e). C.C.P. 5.826-65.



Libérez « Zaru »

Je connais bien Alain Zaru. Je connais bien Alain Zaru.

« Zaru », aujourd'hui, est en prison pour avoir refusé de présenter les armes à Massu, le triste Massu de la bataille d'Alger. Dans une lettre à son chef de corps, Zaru a expliqué qu'il refusait de rendre les honneurs à celui qu'il considère « pour une large part responsable de la torture systématisée en Algérie ».

Alain n'est pas une tête brûlée, il s'intéressait essentiellement à la réforme du service militaire, c'est pour cela que nous nous sommes rencontrés.

Avant de faire des propositions de lois démagogiques sur ladite réforme, il faudrait d'abord libérer les démocrates et f... à la porte une fois pour toutes les Massu et autres factieux.

Le mauvais frappe, le bon... regarde

« Je reconnais que j'ai frappé, mais j'étais tellement énervé ! » Ainsi s'exprimait le 27 mai en correctionnelle l'agent de police de Paris Daniel Cadoret, 33 ans, qui, son auto ayant été légèrement accrochée par celle d'un homme de 48 ans, fit emmener celui-ci au poste où il put le frapper au point de lui infliger 17 jours d'incapacité de travail sans, apparemment, qu'aucun de ses collègues intervint pour l'en empêcher. Cet énervé a eu 8 jours de prison avec sursis.

Certes tous les policiers ne sont pas des « énervés », et nous saluons bien volontiers le mérite de cet autre agent : Robert Hellegouarch, 30 ans, qui s'est jeté dans la Seine pour sauver une désespérée. Mais nous sommes le public, les usagers. Comment pou-

vons-nous savoir quand nous avons à faire à un policier si c'est un homme équilibré ou un « énervé » ?

Le ministre de l'Intérieur et son préfet Papon veulent bien reconnaître maintenant qu'il y a des énervés dans la police. Mais pour eux c'est encore le public qui, fondamentalement, a tort.

Pourtant, quand un Daniel Cadoret « tabasse » un homme dans un commissariat, ce n'est tout de même pas le public qui commet le délit de non-assistance à personne en danger, mais les « bons flics » qui sont autour. Il y a une loi qui réprime ce délit. Pourquoi ne l'applique-t-on pas à la police ?

L'assassinat du député Lambrakis

Un événement d'une extrême gravité vient de se produire en Grèce.

Grégoire Lambrakis, député du Pirée, apparenté à l'E.D.A. et vice-président du Mouvement grec pour la paix, a été assassiné à l'issue d'une réunion à Salonique le 22 mai 1963.

Georges Tsarouchas, avocat et député de l'E.D.A., est grièvement blessé.

M. Lambrakis avait personnellement informé dans la journée le préfet de police et le procureur de Salonique des menaces dont il avait été l'objet.

La salle où se tenait la réunion était cernée par la police et assiégée par des bandes fascistes.

A son arrivée, M. Lambrakis est agressé une première fois sans que la police intervienne pour le protéger. Blessé à la tête, il réussit à se réfugier dans la salle.

M. Tsarouchas, député de l'E.D.A., est à son tour agressé à son arrivée. Atteint

d'une fracture du crâne, il est transporté dans un état grave à l'hôpital. Dans l'ambulance, il est frappé et blessé plus gravement encore.

Tandis que M. Lambrakis prononce son discours, les fascistes hurlent à l'adresse de la salle : « Lambrakis, tu vas mourir ».

C'est à l'issue de la réunion qu'a eu lieu la seconde agression contre M. Lambrakis, en présence des forces de police indifférentes.

Une moto stationne dans une ruelle en face de la salle. Quelqu'un désigne de la main M. Lambrakis. La moto démarre immédiatement et fonce sur lui.

Les deux assassins ont été arrêtés par de simples citoyens à plus d'un kilomètre du lieu du crime, et remis entre les mains de la police. Tous deux sont des terroristes connus, membres de l'Union nationale radicale, déjà condamnés plusieurs fois pour des actes de terrorisme.

Les conseillers d'arrondissement

Il est fait grand cas actuellement d'un nouveau projet affectant essentiellement la capitale. Il s'agit de mettre en place un réseau de conseillers d'éducation populaire chargés de recenser la population jeune de chaque arrondissement, de dresser « un catalogue des besoins » culturels, un inventaire des mouvements existants, de leurs activités, de la formation de leurs cadres.

La F.U.A.J. — Les dernières informations que nous avons obtenues concernant la situation de la Fédération unie des auberges de la jeunesse font état d'une transformation profonde de sa structure. Les organisations de jeunesse seraient invitées à en assurer la co-gestion et la F.U.A.J. deviendrait essentiellement une institution. Ce serait ainsi la disparition du mouvement de militants.

missions paritaires, délégués aux comités d'entreprise, etc.) totalisant 385.827 inscrits (et 304.588 votants). Pour l'ensemble des scrutins considérés, la C.F.T.C. vient en tête avec 29% des votants, suivie de la C.G.T. et de F.O. (21% chacune). La C.G.C. n'obtient que 15% et diverses organisations (indépendants, autonomes) 11%.

Il restait naturellement à s'interroger sur l'état d'esprit des cadres qui apportent leurs suffrages aux centrales ouvrières (72% selon l'étude citée). Il est possible que chez certains de ceux qui votent pour la C.F.T.C., le vieux paternalisme qui a marqué cette centrale à ses origines n'ait pas toujours disparu. Quant à ceux qui se prononcent pour la C.G.T., une assemblée récente a montré qu'ils supportaient mal le dogmatisme de certains dirigeants, notamment en matière de planification. Ajoutons que l'influence des différentes organisations varie chez les cadres, comme chez les autres travailleurs, selon les milieux professionnels. C'est ainsi que la C.F.T.C. est la plus représentative dans la sidérurgie, la construction électrique et navale, l'industrie chimique. La C.G.T. l'emporte dans l'automobile, l'aéronautique, le bâtiment, la marine marchande, l'E.D.F.-E.G.F. ; F.O. est surtout influente aux P.T.T., chez les clercs de notaire et au ministère des Finances. La C.G.C. est la plus importante dans le cycle, les assurances et à la Banque de France. Quant aux cadres de la S.N.C.F., ils appartiennent en majorité à une organisation autonome.

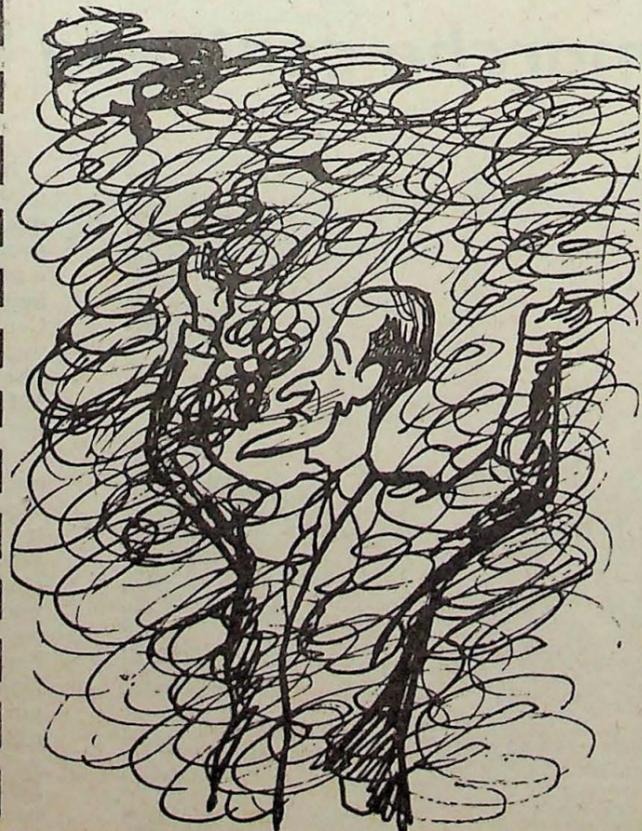
Exposition Yves Rougeul

Yves Rougeul, 73, rue St-Denis, présente des dessins, pochades et peintures le 12 juin 1963 à partir de 18 h avec le concours de Georges Tournaire et Robert Gouge (encadrements R. Houziaux).

Exposition ouverte de 17 h à 20 h 30 jusqu'au 30 juin 1963.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

L'augmentation du prix du tabac



Giscard d'Estaing : « Pour une idée fumante, l'augmentation du tabac, c'en était une... »

...Et vive la liberté !

Radio-Europe libre a officiellement pour fonction de soutenir la lutte des peuples du bloc soviétique contre leurs dirigeants « rouges ».

Le Monde du 29 mai annonce qu'elle va installer 4 nouveaux émetteurs... au Portugal, ce pays où, comme chacun sait, le peuple est libre... d'aller mourir pour le maintien du colonialisme portugais en Angola.

Le syndicalisme et les cadres

On a beaucoup remarqué les prises de position des cadres au moment de la grève des mineurs. L'évolution qui rapproche les cadres de la classe ouvrière semble aller de pair avec leur participation croissante à l'activité des organisations syndicales. Cependant, il serait erroné de croire que la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) est la principale bénéficiaire de cette adhésion des cadres au syndicalisme.

C'est ce qui résulte d'une étude que vient de publier la Fédération C.F.T.C. des ingénieurs et cadres, étude portant sur des élections professionnelles (délégués du personnel, membres des com-

LE BILLET DE JEAN BINOT

Léger, si léger

Tel un certain personnage de La Bruyère, M. le ministre de l'Information est proprement universel : qu'il s'agisse de la grève des mineurs ou du bon marché de la force de frappe, il a en poche ou plutôt sur la langue la solution toute cuite et la justification péremptoire.

Ce qui a valu aux télé-spectateurs, mercredi de la semaine dernière, d'admirer le ministériel jeune homme, très pin-up boy à rendre jaloux tous les Chaban-Delmas de la planète.

Par ailleurs — mais c'est de si peu d'importance — le journal Le Monde, reproduisant in extenso la peyrefittérie, la lui démolit en six points bien tassés, à titre de simple mise au point.

Mais aucune importance, on vous dit, car, imitant son maître, M. le ministre ne dialogue point : il soliloque.

MASSACRE A BON MARCHÉ

LA démagogie gaulliste se croit tout permis ! Peyrefitte n'a pas craint de déclarer officiellement, la semaine dernière, que « la nucléarisation de l'armée se solde par une économie pour le budget français ». La force de frappe est, d'après lui, « une force bon marché ». Tout simplement ! Et d'aligner des chiffres au petit bonheur : la force de frappe nucléaire (avions et bombes) ne coûtera pas plus qu'une division blindée, elle ne représentera que 13 p. 100 du budget militaire qui s'abaissera, dans sa totalité, de 14 à 8,4 p. 100 du produit national brut...

Mais il n'y a que l'U.N.R. pour gober de pareils bobards. Toute la presse, même favorable au régime, s'est demandé si Peyrefitte, Pompidou et Mesmer se moquaient du monde.

En tout cas, on voit bien que par ces déclarations à la fois cyniques et fantaisistes, le gouvernement a voulu répondre à la campagne qui s'étend dans le pays, tous les jours, contre la force de frappe et la politique militaire gaulliste. C'est la preuve que cette campagne commence à porter ses fruits. Mais il ne suffira pas que Pompidou soutienne que le peuple fait une « bonne affaire » en troquant des conscrits contre des bombes A ou H portées par des Mirage pour que le mouvement s'arrête. En France comme ailleurs, le peuple veut stopper la fabrication des armes de massacre, même à bon marché.

Bon marché ? Il suffit de lire les commentaires du Monde pour se convaincre du contraire.

Le coût actuel (en 1963) n'est évidem-

ment qu'un coût de départ. Le rapporteur du budget a annoncé que, dans quelques années, il faudra multiplier par 3 et 4 le prix de la force nucléaire. Les U.S.A. et l'U.R.S.S. y consacrent des sommes de l'ordre de 130 milliards de francs cette année. Jusqu'où ira-t-on en France ? 5 ou 10 milliards ? Ce serait encore peu pour faire bonne figure.

Quant aux « économies », la diminution des effectifs est due à la fin de la guerre d'Algérie et non à la nucléarisation : elle a porté sur 235.000 hommes, soit une réduction de 1,50 milliard des dépenses courantes, compensée — et au-delà — par une reconversion de l'armée. En définitive, le budget militaire dépassera, en 1963, de quelque 2 milliards celui de 1962.

Ensuite, s'il est vrai que les Mirage, avions porteurs, ne coûteront pas plus cher qu'une division blindée, il reste évident que l'essentiel des dépenses de nucléarisation n'est pas là : il est dans la production des explosifs nucléaires. L'usine de Pierrelatte coûte de plus en plus cher par rapport aux prévisions : elle devait coûter 65 milliards d'anciens francs au départ. Pompidou a déclaré récemment qu'il fallait tabler sur 440 milliards d'anciens francs, soit une augmentation de 570 p. 100. Et ce n'est pas fini !

A quoi il faut ajouter toutes les dépenses que l'on fait supporter au secteur civil, même public : la centrale atomique de l'E.D.F., à Chinon, fabrique déjà du combustible nucléaire à vocation militaire.

Quant à la part qui revient dans le budget militaire à la « force de frappe » et à

toutes ses fabrications annexes, elle n'est pas de 13 p. 100, mais de 40 p. 100 comme tous les orateurs l'ont reconnu lors du débat budgétaire.

Alors, où sont les économies ? Où est le « bon marché » ? Il ne suffit pas au gouvernement d'imposer au pays la création d'une puissance armée nouvelle pour dicter sa loi en Europe et ailleurs. Il lui faut aussi tenter de persuader qu'elle ne coûte quasiment rien ! Mieux : nous faisons une bonne affaire, et même des économies !

Tant d'inconscience étonne plus qu'elle n'indigne. A qui M. Peyrefitte fera-t-il croire que la construction d'un joujou comme une force atomique est un cadeau ?

Cadeau pour le massacre !

Les « arguments » que l'U.N.R. met en avant ont au moins le mérite de montrer que ce parti n'est pas insensible à l'opinion quand celle-ci se met en branle.

La campagne contre la politique nucléaire ne fera que s'étendre, et pas seulement en France. En Grande-Bretagne comme en Europe, elle commence à prendre racine. Aux Etats-Unis, elle n'est qu'à ses débuts. En U.R.S.S., l'opinion est encore muette. Mais le mouvement s'ébranle. Le désarmement nucléaire ou la mort un jour ou l'autre, voilà l'idée qui se répand et qu'on n'arrêtera pas.

A nous tous, socialistes, de savoir lui donner forme et vie.

La voilà la « bonne affaire » !

Pierre Naville.

La S.F.I.O. a renvoyé à plus tard les initiatives novatrices

DANS un congrès de parti politique, le déroulement des débats est souvent aussi significatif que les textes votés et les décisions prises. On vient de le constater une fois de plus à l'occasion du congrès de la S.F.I.O.

Les résolutions adoptées n'apportent rien de nouveau : elles reproduisent, sur la tactique comme sur le programme, les textes préparés par le Comité Directeur et que nous avons déjà analysés ici. Ainsi ne nous paraît-il pas utile d'y revenir.

Disons simplement que ce congrès n'a servi qu'à sanctionner une situation de fait, acquise depuis plusieurs années déjà. Trois traits permettent de définir l'attitude actuelle de la S.F.I.O. :

1) Abandon de l'attitude de 1958 et des années suivantes, passage à l'opposition ouverte au régime gaulliste.

2) Rupture avec le M.R.P. et les radicaux : La S.F.I.O. prend du champ par rapport aux regroupements envisagés au congrès de La Baule.

3) Acceptation de coalitions « défensives » dans certains cas avec le P.C., mais sans négociation et sans contrat.

Il vaut pourtant la peine de relever en passant les termes dans lesquels Mollet a expliqué son évolution personnelle sur le premier point : Je me suis mépris sur un homme, a-t-il dit en substance, mais je l'ai fait de bonne foi ; donc je ne me juge pas coupable. Et, dans son style inimitable, il a précisé qu'il ne mériterait d'être condamné que s'il avait été « cocu consentant » (sic).

C'est une curieuse confusion de deux domaines, celui de la morale individuelle et celui de la politique. Ce qu'on demande en effet à un homme politique et surtout à un chef de parti, ce n'est pas seulement d'avoir de bons sentiments, c'est aussi et surtout d'être clairvoyant. Le moins qu'on puisse dire c'est que Mollet n'a guère fait preuve de cette dernière qualité en 1958. Et aujourd'hui, son parti, comme l'ensemble de la gauche, subit les conséquences de cette défaillance de lucidité politique. On

en dirait d'ailleurs autant de l'affaire algérienne.

Aussi est-il plaisant d'entendre dire du secrétaire général de la S.F.I.O. que ceux des membres du P.S.U. qui sont venus de son parti et qui souhaiteraient y revenir ne seraient pas contraints de faire leur autocritique. Singulière générosité de pardonner aux autres d'avoir eu raison avec quatre ans d'avance !

Cela dit on sait que le congrès de la S.F.I.O. devait tourner autour des thèmes du renouvellement et du regroupement. Sur ce point il faut bien dire que les débats ont une portée fort limitée. Aucun geste spectaculaire n'a été fait ; ni décision très novatrice, ni changement significatif à la direction. On doit noter surtout que la S.F.I.O., si elle met en train en se donnant un délai d'un an une révision de ses statuts, ne semble envisager le regroupement que par elle et autour d'elle. La résolution adoptée, comme le discours de Mollet, précisent en effet que leur effort s'adresse non à des organisations mais à « un certain nombre d'hommes de gauche ». C'est clair : on escompte que la seule annonce d'une intention de renouvellement, dont le sens n'est même pas encore précisé, permettra de « revitaliser » la S.F.I.O. en attirant à elle quelques hommes nouveaux débauchés ici ou là. On doute que cette présentation des choses soit de nature à exercer une puissante attraction, d'autant qu'elle n'est pas équilibrée par de notables changements de direction. Les nouveaux venus que l'on mentionne au Comité directeur sont loin d'être des militants inconnus ; et la plupart d'entre eux ont été directement associés à la direction du parti et ont approuvé sa politique.

Bref, ce congrès a surtout confirmé l'adaptation de la S.F.I.O. à la situation politique nouvelle.

Ce n'est certes pas sans importance. Mais en ce qui concerne les regroupements et le renouvellement, le moins qu'on puisse dire c'est que les choses n'avancent pas vite.

Pierre Luquet.

Décision du bureau national du P.S.U.

Le Bureau national communiste :

Devant les informations fantaisistes et les comptes rendus tendancieux dont la presse quotidienne et hebdomadaire s'est fait l'écho, le Bureau national tient à préciser les décisions du C.P.N. et les conditions dans lesquelles ces décisions ont été prises :

1) A l'ouverture de la séance du C.P.N., le samedi 25 mai, un groupe de camarades appartenant au courant « B » a déposé une motion préjudicielle entraînant un débat ;

2) Cette motion n'ayant pas été adoptée (20 voix pour, 20 voix contre et 5 abstentions), ces camarades ont quitté la séance immédiatement après le vote ;

3) Le C.P.N. a alors, à l'unanimité, décidé d'une part de continuer à siéger, d'autre part d'envoyer une délégation auprès de ces camarades pour tenter la conciliation ;

4) Cette délégation s'est rendue, dès samedi soir, puis à partir de dimanche matin, plusieurs fois auprès de ces camarades, mais sans aboutir à aucun résultat ;

5) Le C.P.N. a pris la décision de prévoir des assises nationales du Parti pour une date proche, avant les vacances, c'est-à-dire entre le 23 juin et le début de juillet, et de présenter cette proposition aux camarades du courant « B » en l'assortissant de garanties paritaires concernant la gestion du parti dans l'interval — étant entendu par ailleurs que si aucun accord d'aucune sorte ne s'avérait possible, des assises nationales seraient convoquées à l'époque prévue, le Parti étant alors obligé de faire face au plus vite à la situation ainsi créée ;

6) A ce débat ont participé 31 camarades, dont cinq représentants régionaux suppléants ; les décisions mentionnées ci-dessus

ont été prises à l'unanimité moins une voix ;

7) La délégation du C.P.N. est retournée tenter une ultime démarche de conciliation auprès des camarades du courant « B ». Elle s'est trouvée devant leur refus, aussi bien de discuter sur la base d'un Congrès national extraordinaire avant les vacances, que sur celle d'un Conseil national extraordinaire, cette dernière solution comportant le retour immédiat des camarades du courant « B » dans les organismes de direction (ladite proposition avait été présentée par plusieurs camarades de province) ;

8) Dans ces conditions, le C.P.N. a fixé, dans le cadre déjà établi par ses décisions précédentes, les Assises du Parti au 23 juin. Ce vote a été émis par les membres encore présents à cette heure-là ;

9) Aussi bien dans sa décision de principe du matin que dans la décision d'application du dimanche soir, le C.P.N. avait envisagé pour ces Assises la forme du Congrès national extraordinaire, permettant seule, tout Congrès étant souverain, de parer à toute éventualité. Toutefois, une discussion ayant eu lieu à ce sujet entre dirigeants des différents courants, y compris le courant « B », à l'occasion d'une assemblée générale des militants de Paris mardi soir, le Bureau national, ayant eu le sentiment que les dirigeants du courant « B » étaient moins hostiles à la forme du Conseil national extraordinaire, a décidé de prendre sur lui de transformer le Congrès national extraordinaire en Conseil national extraordinaire, à la même date du 23 juin ;

10) Le compte rendu complet des débats du C.P.N. est adressé aux Fédérations.

Immédiatement, par courrier, le Bureau national a demandé aux membres du C.P.N. leur accord pour cette transformation.

Un militant m'a dit...

Nous avons eu l'occasion au cours du Congrès, de pouvoir discuter avec de nombreux militants. Dans l'impossibilité d'envisager l'interview d'un leader du parti, nous rapportons à nos lecteurs une conversation avec un militant. Nous avons choisi cette conversation parmi d'autres à cause de son caractère tout à fait particulier. Elle ne reflète sans doute pas la pensée ou la réaction moyenne du Congrès. On sent des préoccupations propres à notre interlocuteur et à travers une recherche pour s'aligner sur les décisions de son parti, des propos marqués d'une grande indépendance d'esprit.

— Le Congrès S.F.I.O. semblait avoir pour principal enjeu de définir les initiatives que votre parti pourrait prendre afin d'amorcer un regroupement des forces de l'opposition de gauche. Cet objectif vous paraît-il atteint ?

« Tout dépend de quel regroupement il s'agit. Nous souhaitons tous des regroupements, il faut bien s'unir si on veut en finir avec de Gaulle. Or, on nous a proposé deux types de regroupements : une sorte de coalition des partis de la gauche avec les syndicats mais sans le P.C., et puis une méthode pour ramener à la S.F.I.O. les socialistes qui étaient partis et puis je ne sais quels autres qui n'ont jamais été chez nous. On a même parlé de chrétiens ; il paraît que certains sont socialistes. A voir ! Moi je ne crois pas tellement à tout ça. Parmi les socialistes qui nous ont quittés, il y a du bon et du mauvais. Les bons, je les regrette d'autant plus



Guy MOLLET Il a perdu la cote

que j'étais d'accord presque toujours avec eux, par exemple sur l'Algérie ou sur de Gaulle. J'aurais préféré qu'ils restent avec nous. Mais il y a tout de même quelques « pinailleurs » qui ne savent jamais sacrifier aux besoins de l'action collective. Ceux-là n'ont jamais arrangé nos sections, ils étaient plus disposés à critiquer qu'à agir. Je ne crois pas qu'ils aient changé et ça m'inquiéterait de les voir revenir. Regardez ce qu'ils font au P.S.U., ils ne peuvent jamais s'entendre. Alors vous pensez que si l'opération d'ouverture devait avoir pour résultat de tronçonner la S.F.I.O. en huit ou dix tendances qui ne se mettraient d'accord sur rien, je préfère

encore que nous restions ce que nous sommes. »

— Au fond, vous n'êtes pas très chaud pour l'ouverture des dialogues en vue de l'Unité socialiste ?

« Ne me faites pas dire ce que je ne dis pas. On peut toujours essayer. Je pense que ça ne servira à rien. On devrait se rendre compte que rien n'est possible sans la S.F.I.O. et ceux qui ont fait au dehors des expériences décevantes devraient revenir. »

— Pourquoi, à votre avis, ne le font-ils pas ?

« A mon avis, parce que, comme tous les hommes, ils ne veulent pas avoir l'air de se renier. »

— Nous pensons qu'il y a des raisons plus sérieuses. En avez-vous une idée ?

« Je ne dis pas. Vous m'en demandez un peu trop quand même. En tout cas je crois que si le parti se durcisait, s'il ne se compromettait pas avec le centre ou la droite, si on se mon-



Gaston DEFERRE grand patron du Provençal.

trait plus dur avec les responsables et surtout avec les élus on devrait rendre confiance à ceux qui l'ont perdue. Moi, je suis d'accord avec Georges Guille, il faut retremper la lame et aiguïser le tranchant. »

— Quoi qu'il en soit, votre parti va lancer des appels. A qui s'adressera-t-il ? A des isolés ou à des organisations ?

« Pour l'unité socialiste, on a dit à des hommes se sentant ou se disant socialistes et qui sont dans les organisations. On ne croit pas à une affaire d'état-major. Alors on parle de personnalités des syndicats libres F.O. ou chrétiens, U.N.E.F., C.N.J.A. et peut-être à des gens du P.S.U., du parti radical et des M.R.P. s'il s'en trouve. »

— Et que va-t-on leur demander, d'après vous ?

« Ce n'est pas moi qui peut vous le dire exactement. D'ailleurs on n'a pas été capable de nous aligner des noms quand on en a proposé. Ce que je sais, c'est qu'on veut les consulter sur les changements qui devraient s'opérer chez nous pour qu'ils puissent nous rejoindre. »

— Pensez-vous qu'une telle démarche puisse avoir des

conséquences sérieuses, peut-être historiques ?

« Oh ! historique ! Je ne pense pas. En tout cas, ce n'est pas quand on fait les choses que l'on peut savoir si elles auront ou non un caractère historique. En tout cas, ce qu'on va faire a tout de même pour moi un caractère d'innovation bien insolite. C'est maintenant aux autres qu'il faut demander ce que nous allons faire, et en particulier comment nous transformer, nous moderniser et modifier nos structures. »

— Oui, je comprends vos réactions mais s'il y a des conversations avec le P.S.U. pour l'unification socialiste, vous ne serez pas hostile ?

« Tout de même, qu'est-ce que c'est maintenant le P.S.U. ? Qui le représente ? Est-ce qu'il est seulement encore un parti, même petit, ou bien une mosaïque de tendances agissant chacune pour son compte ? Ça ne n'est pas notre fait à nous et je crois que nos dirigeants utiliseraient mieux leur temps à réveiller les militants qu'à courir après des ombres. »

— Vous vous êtes tenu au courant des travaux du Congrès M.R.P. ; comment situez-vous l'initiative de regroupement par rapport à celle du M.R.P. ?

« Ça n'a rien à voir. Les M.R.P. proposent de faire un seul parti entre l'U.N.R. et les Communistes. Ils savent bien que ce n'est pas possible, ils font de la musique pour leur compte. De toute façon, nous n'abandonnerons jamais nos principes socialistes pour constituer un soi-disant par-



Jules MOCH Une longue carrière politique.

ti démocrate sans âme et sans fondement. »

— Et en ce qui concerne le P.C., quelles formes de collaboration envisagez-vous avec lui ?

« Ça me paraît assez clair ; tout le monde l'a dit. Le virage actuel du

P.C.F., après Khrouchtchev, n'a pas effacé l'essentiel des raisons qui ont rendu inévitable la scission de Tours.

« Donc pas d'unité organique malgré le désir que nous pourrions en avoir. Et pas non plus d'accord politique à partir duquel pourrait s'organiser l'action commune. Pas question non plus de gouverner ensemble. »

« Seulement, nous ne voulons plus être dupes de la droite et si nous nous méfions des dirigeants communistes, nous ne voulons pas rayer les quatre millions d'électeurs communistes. On doit donc s'attendre à des conjonctions, à des actions parallèles de caractère décisif. Et puis nous comptons bien sur le caractère d'étape de réalisation socialiste que notre programme a nettement pris pour obliger le P.C. à nous appuyer. »

— Et la C.G.T. ?

« Je n'ai pas l'impression, là, que le problème soit tout à fait réglé. Jusqu'ici, il y a interdiction pour les militants d'appartenir à la C.G.T., mais on n'a pas exclu ceux qui y sont. Tout de même la C.G.T. n'est pas libre, malgré les apparences de son dernier Congrès, elle reste bien dans les mains de la direction communiste. Alors je ne vois pas comment on

La résolution sur « l'orientation et la tactique » a été adoptée par 2.198 mandats contre 119 et 668 abstentions.

Ces suffrages d'abstention ou d'opposition n'ont pas tous la même signification. Les uns semblent procéder d'une méfiance à l'égard des tentatives de modification des statuts ; les autres, au contraire, auraient souhaité plus de rapidité ; d'autres enfin désapprouvent la nouvelle attitude à l'égard du Parti communiste.

pourrait discuter avec elle ; ce serait discuter avec le P.C. par personne interposée. »

— Si vous le voulez bien, revenons au regroupement de la gauche. Vous avez défini deux préoccupations : celle de l'unité socialiste et celle du regroupement de la gauche. Comment concevez-vous ce regroupement après ce que vous avez dit du P.C. ?

« Eh bien ! nous avons proposé les têtes de chapitre d'un programme destiné à servir de base à cette tentative. Vous trouverez cela dans la résolution finale. »

« A mon avis, le plus important serait de se lier par contrat avec les organisations syndicales libres sur un programme qui aurait leur assentiment et que nous devrions élaborer ensemble (je pense surtout à Force Ouvrière, les enseignants, les étudiants, mais encore si possible à la C.F.T.C. et aux jeunes agriculteurs). »

« Sur le plan politique, il faudrait retrouver les radicaux à condition qu'ils sortent de leurs attitudes ambiguës ! Nous avons beaucoup à leur reprocher, mais pour faire un groupement tout le monde doit y mettre du sien. Et puis selon ce que deviendra le P.S.U., lui aussi devrait prendre sa place mais là ça dépend beaucoup plus de lui que de nous et puis ça dépend aussi de ce que donnera la tentative d'unification socialiste envisagée. »

— Est-ce que le Congrès, malgré vos réserves personnelles sur certaines décisions, vous a donné confiance dans le destin de la gauche ?

« Je suis toujours confiant. Il y a des périodes difficiles ; eh bien ! la gauche repart toujours. Le gaullisme n'est qu'un épisode, un épisode qui peut être long et qui laissera des traces, mais nous en viendrons à bout. Ce qui m'a le plus frappé en définitive, c'est l'attachement aux principes de tous les congressistes. Il y avait au fond une sorte de passion socialiste que je n'avais pas vu s'exprimer depuis longtemps. Les recherches de tactique à côté de cela semblent du détail et c'est pourquoi je vais rentrer chez moi avec la joie et l'espérance au cœur. »

Dominique Laury.

CONFORT, ÉLÉGANCE ET PANTALONS

NE vous demandez pas plus longtemps si, pour le prochain week-end, vous emporterez une robe de toile ou un ensemble de lainage.

Quand le printemps est fait d'incertitudes météorologiques, il n'y a qu'une seule manière de ne pas se tromper : partir en pantalon.

C'est ce que font 70 % des Parisiennes. Parmi elles, 30 % pensent d'abord : « Je veux être à l'aise ». Elles achètent, sous prétexte de confort, des pantalons qui s'apparentent davantage à la salopette des jardiniers qu'à la tenue de détente. 40 %, au contraire, choisissent l'élégance à tout prix (et souvent à n'importe quel prix), quitte à ne pas pouvoir, ensuite, monter dans un bateau ou s'asseoir dans l'herbe sans se ridiculiser.

A mi-chemin

Pour venir en aide aux unes et aux autres, « Sport Service » a réuni des pantalons qui se situent à mi-chemin entre l'article de sport et le modèle haute couture : — élégants, ces pantalons sont fabriqués dans des tissus prestigieux : élastiss, soie, lin, coton longues fibres, etc. Leur forme et leurs coloris spécialement raffinés en font des modèles pleins d'allure. — pratiques, ils ont été sélectionnés dans un esprit jeune et sportif pour leur coupe et leur matière première qui permettent tous les mouvements.

● Pas chers (du tout) le simple pantalon en toile de coton uni, parfait pour toutes les bricoleuses, il ne vaut que 10 F et existe en bleu foncé, rouge franc et paille. Le « skimer » en popeline beige, exceptionnellement : 30 F.

Pas croyable (parce que trop parfait).

l'impeccable pantalon en fin pied de poule noir et blanc élastiss, avec sous-patte invisible. Se marie avec tous les hauts et existe en trois longueurs de jambes différentes. 70 F.

● Pas ordinaire, le pantalon pour le soir, en élastiss de soie gris argent ou vieil or, il sera utilisable pour l'après ski. 115 F.

Ce ne sont là évidemment que quelques modèles pris parmi un étonnant rassemblement. Il existe, par exemple, 150 pantalons différents pour la taille 42 et le choix, dans ce domaine, est souvent le facteur le plus sûr de perfection.

Sport Service, 6, avenue du Maine (LIT. 19-39).

Communiqué.

En survolant
le Monde

L'Europe des bactéries

LES ogives nucléaires américaines qui sont entreposées en Allemagne, à Lahr, en particulier, ne sont secrètes que dans l'esprit de ceux qui les gardent. Ils sont deux cents, Américains et barbouzes, qui sont chargés de protéger ces mignons engins. Ces ogives, fabriquées, gardées par les U.S.A., dépendent, dit-on, officiellement du commandement français, mais allez donc demander à ce commandement français dépendant de l'O.T.A.N., le nombre des charges nucléaires qu'il est censé détenir, entre les vraies, les fausses, les bonnes, les mauvaises, nos braves militaires s'y perdent. On dit que les bonnes ogives sont un peu plus fièdes que les fausses; à part ça, les Américains détiennent les secrets. Mais pour

ramener cette folle histoire au tragique, il faut préciser qu'une escadrille de bombardiers légers est prête à transporter les dites ogives jour et nuit, parée à décoller en moins de cinq minutes du terrain de Lahr, parée à décoller en direction de l'Europe centrale. Après cela, on vous répète dans tous les azimuths que toutes les précautions sont prises pour éviter les dangers de fausses manœuvres propres à déclencher un conflit mondial.

Mais la guerre nucléaire n'est qu'une bagatelle à côté des inventions diaboliques que préparent, dans l'ombre, nos distingués savants militaires. Les Américains, récemment, avaient, au Laos, expérimenté un produit chimique, qui permettait de raser entièrement toute végétation.

Les Anglais, par une « bavure » mortelle, ont montré récemment qu'ils s'intéressaient de très près à la guerre bactériologique. En France, il existait dans le temps un service vétérinaire fort important; du fait de la motorisation, ce service n'ayant plus de chevaux à soigner, a changé de nom. « Ce service biologique et vétérinaire » a été récemment rattaché au service de Santé. Mais les médecins, même militaires, ont encore le sens de leur responsabilité et, en vertu du serment d'Hippocrate, ils viennent de refuser l'honneur de superviser ce service biologique. On dit que les vétérinaires seraient arrivés à des résultats intéressants dans la propagation de maladies terribles et sans riposte. On semble s'orienter à l'heure actuelle vers une pro-

pagation par les vents, tout simplement. Le principe est pratique, peu onéreux et l'on raconte que nos savants se font fort d'anéantir n'importe quelle armée venue de l'Est. Le seul inconvénient est que les vents sont capricieux, surtout ceux de France, et nos vétérinaires biologistes craignent, dit-on, de s'anéantir en même temps que leurs ennemis. Les Allemands, par contre, sont parait-il fort bien placés pour propager leurs microbes sans trop de crainte; on chuchote qu'ils pourraient s'amuser sans trop de risque à ce jeu terrible et monstrueux. La presse ne parle pas ou presque de la guerre bactériologique; il serait peut-être temps de s'en occuper.

Michel Joch.

Jean XXIII avait posé le problème de l'insertion des chrétiens dans la vie moderne

LORSQUE ANGELO RONCALLI fut nommé Pape sous le nom de Jean XXIII, les augures soutinrent qu'il ne s'agissait que d'un Souverain Pontife de transition, chargé d'expédier les affaires courantes de l'Eglise. Interrogé sur cette interprétation, le nouveau pape répondit qu'on verrait bien.

Or, tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que ce pontificat fut d'une extrême importance. Après le règne de Pie XII, tout entier tourné vers la défense intransigeante, certains diront « intégriste », des positions les plus traditionnelles de l'Eglise, on s'aperçut rapidement que le style des rapports du Saint Siège avec les chrétiens comme avec les incroyants se modifiait sous l'impulsion du nouveau pontife.

Jean XXIII n'a accompli aucune réforme spectaculaire, encore moins révolutionnaire. Mais, outre les qualités humaines qu'il possédait, il a accompli une œuvre profonde qui concerne croyants comme incroyants.

Il n'est pas du propos de « Tribune Socialiste » de prendre parti dans des débats théologiques, cela n'est pas de notre domaine; soulignons seulement ce que l'action prudente, mais ferme et définitive, du défunt pape a eu comme effet sur les plans sociaux et politiques.

Si la parution d'encycliques importantes comme « Mater et magistra » (du 15 mai 1961) étudiant les « récents développements de la question sociale à la lumière de la doctrine chrétienne » et plus encore la lettre « Pacem in terris » ont ouvert aux catholiques des horizons nouveaux et salutaires, l'œuvre doctrinale de Jean XXIII paraît, en définitive, moins importante que la tenue du Concile « Vatican II ». Pour la première fois, en effet, des évêques et des cardinaux, non plus seulement européens, prenaient part au gouvernement de l'Eglise car, il est bon de le préciser, le Concile demeure l'instance suprême de la communauté des fidèles. Le Saint Père a pris seul cette décision de réunir la hiérarchie du monde entier, malgré l'hostilité de la Curie Romaine (c'est-à-dire de l'exécutif de l'Eglise romaine). Faire discuter deux mille congressistes, dont la plupart ne se connaissaient pas, semblait une gageure. Elle fut tenue.

Un des plus éminents théologiens de l'Eglise française, connu pour ses

positions d'avant-garde, m'a confié qu'à la première session les Pères conciliaires étaient tout désorientés. Mais, très rapidement, sous l'impulsion de cardinaux européens (autrichiens, allemands, hollandais), une véritable tendance anti-traditionaliste se constituait, ralliant à elle tous les prélats du Concile venant des pays sous-développés. La Curie se trouvait isolée, avec l'appui unique de quelques prélats américains, de la majorité des représentants italiens et sud-américains. Tous les « schémas », préparés par la Curie furent ainsi rejetés. Ce même théologien me disait

can s'instaura. Khrouchtchev et nos camarades communistes italiens en tirèrent un certain nombre de conclusions. Pour la première fois des hommes de bonne volonté, sans renier en rien leurs convictions profondes, étaient appelés à construire en commun un monde meilleur et à défendre la paix.

Pour les catholiques français qui, depuis dix ans, œuvraient côte à côte avec des camarades marxistes pour construire une société socialiste, il y avait là un profond encouragement après tant de condamnations et de calomnies.

Un pape est mort, mais l'insertion des chrétiens, et surtout des catholiques, dans ce monde nouveau qui se construit continue. Nous croyons même qu'elle se fera de plus en plus profonde dans les sociétés industrielles. Allons, le temps de la contre-réforme est bien mort! C'est le grand mérite de Jean XXIII que de l'avoir permis.

J.-C. Barigel.



(Photo A.D.P.)

« Un profond encouragement, après tant de condamnations et de calomnies. »

qu'on se serait cru dans une assemblée parlementaire; réunion de groupes, rédaction de textes (nous dirions de motions), chahut même au cours de l'intervention de certains prélats intégristes. Face aux traditionalistes et aux intégristes, se constituait un bloc de partisans du progrès. Il fallut demander l'arbitrage du Souverain Pontife, ce dernier se prononça en faveur des éléments dynamiques; la Curie ne lui a jamais pardonné.

Le désir de Jean XXIII de s'ouvrir au monde moderne, à ce monde qui « se socialise » comme il le reconnaissait, était profond, même s'il ne donnait pas lieu à des décisions spectaculaires. Pour la première fois il n'y eut pas, sous son pontificat, de condamnations contre le communisme ou contre le socialisme; pour la première fois un climat de coexistence entre le bloc communiste et le Vati-

La mort de Jean XXIII va-t-elle tout remettre en question? Nous ne le croyons pas car les idées du Pontife ont pénétré profondément les masses catholiques. Les éléments dynamiques, y compris des participants au Concile, ont ressenti qu'ils étaient soutenus par des millions de militants chrétiens. Malgré les manœuvres de la Curie et des prélats réactionnaires, un « point de non retour » paraît atteint. Il est des évolutions qu'aucune manœuvre au monde ne saurait arrêter!

La désignation du nouveau Pape sera un signe pour savoir si la voie ouverte par Jean XXIII sera poursuivie. Quel que soit le choix du futur conclave, nous sommes persuadés pourtant qu'on ne reviendra pas en arrière, c'est-à-dire que la collaboration des chrétiens et des incroyants sera toujours plus profonde dans le domaine social et politique.

Tribuna Socialista

Revue en langue espagnole
Directeur : Wilebaldo Solano

Au sommaire du numéro 6-7

La « nouvelle étape » de la dictature franquiste - Pour la liquidation des bases atomiques en Espagne - L'Espagne et l'Europe, par Juan Boytisol - L'Espagne, l'Europe et le « Tiers Monde », par F. Fernandez-Santos - La jeunesse espagnole et l'Europe, par Antonio Sanz - Le Portugal de Salazar, par P. Fryer et Patricia Pinheiro - Le nationalisme angolais, par Mario de Andrade - Les vues de Trotsky sur l'art et sur l'homme, par Isaac Deutscher - Eugène Evtouchenko parle, par Adolfo Gilly.

Le numéro : 3,50 F. Abonnement (six numéros) : 17 F. Rédaction et administration : 5, rue Aubriot, Paris-IV. Versements : Garcia Millan, 5, rue Aubriot. C.C.P. 19719-26 Paris.

Bulletin d'abonnement

TRIBUNE

SOCIALISTE

NOM

Adresse

.....

.....

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien 50 F

1 an 28 F

6 mois 15 F

3 mois 7,5 F

Signature :

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

L'unité des mineurs a fait leur force, l'unité syndicale fera notre force à tous.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65

Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

Nous n'hésitons pas à l'avouer franchement : notre journal, organe hebdomadaire du P.S.U., a été placé par la crise de la direction du parti devant une situation délicate en embarrassante. Comment donner à nos lecteurs, en particulier aux militants, des informations sur cette crise sans courir le risque, même avec une totale bonne foi, de ne pas être objectif ? Comment ne pas s'exposer au danger de paraître prendre parti dans tel ou tel sens ?

Sans doute chacun des camarades, qui a choisi comme forme d'action militante d'apporter son secours à Tribune

L'appel aux militants :

SEUL SECOURS DU PARTI

Deux problèmes se trouvent aujourd'hui posés à tous les militants du P.S.U. : 1° trouver dans le plus bref délai possible une procédure pour résoudre dans des conditions régulières et statutaires la crise de la direction du parti ; 2° organiser dans la clarté un débat sur l'orientation politique.

Nous ne reviendrons pas ici sur le détail des incidents qui ont fait éclater le conflit. Nous tenons simplement à affirmer avec la plus grande assurance que les représentants de la motion A au C.P.N. ont conscience de ne porter aucune responsabilité, ni proche, ni lointaine, dans cette crise. Nous nous en expliquerons avec précision, si on le juge utile, quand l'occasion nous sera offerte. Nous nous sommes uniquement employés, mais en vain, à empêcher l'éclatement de cette crise et à rechercher une solution.

Dans quels termes se pose exactement le premier problème ?

Il nous paraît désormais certain que la direction du parti, telle qu'elle avait été constituée par le congrès d'Alfortville, ne peut plus demeurer en place. Encore faut-il que, jusqu'à son remplacement, soit trouvée d'un commun accord une procédure « d'expédition des affaires courantes » et de préparation d'une consultation régulières de l'ensemble du parti. Car même une direction dont tous les membres seraient démissionnaires aurait le devoir d'assumer ces charges.

Or la situation présente, si elle se prolonge tant soit peu, risque de rendre impossible même l'exécution de ces tâches pourtant limitées. Les camarades de la motion B ont quitté le C.P.N. Ceux d'entre eux qui sont membres du B.N. refusent d'y siéger. Ils contestent la validité de toutes les décisions prises.

En ce qui nous concerne, signataires de cet article qui n'engage que nous-mêmes, nous tirons de cette situation de fait deux conséquences.

D'abord, DES MAINTENANT, NOUS REMETTONS NOTRE MANDAT A LA DISPOSITION DU PARTI. Le hasard a voulu que nous soyons chargés de tâches qui ne permettent aucune interruption d'activité et nous créent des devoirs particuliers à l'égard des militants : l'un est trésorier, l'autre doit assurer la publication de l'hebdomadaire du parti. Nous continuons donc à assumer ces responsabilités, mais celles-ci ne doivent être exercées qu'à titre provisoire, simplement avec l'espoir que se réunissent rapidement des assises nationales du parti.

Ensuite, pour que ces assises se tiennent à bref délai, et pour nous permettre de donner à notre décision sa forme définitive, nous soumettons aux militants les propositions suivantes :

1° La direction actuelle du parti doit demeurer en place au moins jusqu'à cette réunion, ce qui signifie que les camarades de la motion B siègent à nouveau au bureau national.

2° Cette direction confirme la convocation du Conseil national pour la fin du mois de juin. Compte tenu des circonstances exceptionnelles, son ordre du jour ne serait pas établi par le C.P.N. et ne comporterait qu'un point : « Mesures à prendre pour assurer le fonctionnement régulier du parti jusqu'au Congrès national ordinaire qui se tiendrait au mois d'octobre. » Ceci signifie que le Conseil national déciderait lui-

même s'il se borne à prendre des décisions d'organisation, qui s'imposent de toute manière, ou s'il se considère en état de procéder aussi à certains choix politiques. Nous croyons, pour notre part, qu'en l'état actuel des choses, il est peu probable que l'actualité nous impose immédiatement des décisions fondamentales. On pourrait donc sans dommage renvoyer au Congrès le débat de fond.

Nous saisissons l'occasion qui nous est offerte pour rappeler notre position sur l'orientation du parti sous la forme schématique de quelques principes fondamentaux :

1° Le P.S.U. a pour objectifs : de saisir toutes les occasions de réaliser contre le régime gaulliste l'unité d'action de toutes les organisations syndicales et des partis politiques se réclamant du socialisme ; de travailler à créer en France les conditions d'une réunification du mouvement ouvrier et socialiste.

2° Cette unité organique ne peut être envisagée, dans un pays comme le nôtre, que sur la base du socialisme démocratique, qui suppose la libre confrontation des partis politiques devant le suffrage universel, les garanties aux minorités, l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat et des partis, le caractère démocratique des structures du parti socialiste.

3° Les événements des derniers mois font apparaître que si cette reconstruction du mouvement socialiste ne peut être envisagée pour un avenir proche, des conditions plus favorables ont été créées pour l'unité d'action. Il importe en particulier de tenir compte du changement d'attitude de la S.F.I.O., de son passage à l'opposition contre le régime gaulliste, de l'assouplissement de sa tactique à l'égard du P.C.

4° Aussi le P.S.U. doit-il accepter et même provoquer des confrontations sur la doctrine et le programme et des actions communes sur des objectifs précis avec toutes les organisations se réclamant du socialisme et résolues à lutter pour le renversement du régime gaulliste.

5° La durée et les limites de ces alliances ne sauraient procéder de choix préconçus ou sentimentaux. Elles seront fixées uniquement par les résultats obtenus soit dans la détermination d'objectifs pour des actions communes, soit dans l'établissement d'un programme commun. Celui-ci devra comporter les réformes de structure de nature à engager dans notre pays l'édification de la démocratie socialiste.

Sans doute ne s'agit-il là que de quelques principes très généraux. Comment pourrait-il en être autrement dans les limites d'un bref article ? Seul un débat sérieux et serein dans le parti permettrait de préciser à quelles décisions pratiques et immédiates conduisent ces principes. Encore faut-il que ce débat puisse avoir lieu.

Maurice Klein.
Robert Verdier.

Socialiste, a-t-il ses préférences personnelles. Mais le journal doit demeurer l'expression du parti dans son ensemble.

Ces considérations qui nous ont guidés dans notre travail, en toute circonstance, nous ont conduits à offrir à chacun des quatre courants représentés au C.P.N. l'occasion de s'expliquer, contradictoirement. On trouvera donc ci-dessous quatre articles qui constituent une exceptionnelle tribune de discussions.

Nous souhaitons ardemment que cette méthode ait contribué à éclairer l'opinion du parti, par là-même à trouver une solution au conflit qui s'est élevé.

Pour un Congrès national en octobre

CHACUN des membres du P.S.U. a conscience de l'enjeu de la crise actuelle du parti. Autour du parti, beaucoup parmi les syndicalistes, les jeunes, certains membres aussi d'autres partis appartenant au mouvement ouvrier mesurent mieux maintenant ce qu'a apporté le P.S.U. et les chances qui risquent d'être sinon détruites, du moins dont la réalisation risque d'être repoussée à plus longue échéance.

L'existence du P.S.U., malgré le petit nombre de ses militants, a eu depuis trois ans une grande signification : sa politique de front socialiste s'adressant d'abord aux militants actifs dans les mouvements syndicaux, sociaux, jeunes, etc., mais suscitant aussi des questions et des prises de conscience au sein des plus anciennes organisations ouvrières, a permis de commencer à poser en termes nouveaux les problèmes d'une alternative socialiste en France ; dans la pratique, dans les couches dites « anciennes » comme « nouvelles », à Decazeville comme chez Neyric, sur les problèmes de la planification comme sur ceux de l'enseignement, dans la guerre d'Algérie comme dans la coopération technique envisagée sur un plan d'égalité, le P.S.U. a ouvert des perspectives neuves. Et il est frappant, depuis plusieurs mois, de voir d'autres organisations ou mouvements reprendre à leur compte ces perspectives. De la même manière, le P.S.U. a été le premier à expérimenter le rassemblement dans une seule organisation socialiste d'hommes et de femmes de tendances philosophiques fort différentes. Cette idée a, depuis, fait un chemin considérable. Pourquoi alors cette crise ? Pourquoi déjà le congrès d'Alfortville a-t-il donné le spectacle de l'impuissance et n'a mis en avant aucune de ces idées que le P.S.U. a aidé à naître ? Les raisons en sont doubles ; elles touchent aux méthodes et au fond.

Les congrès ou conseils nationaux du P.S.U. ont été, pour la plupart, masqués. Adoptant les aspects les plus mauvais des méthodes parlementaires, ces débats n'ont jamais été de véritables débats, mais ont sombré dans la procédure et le procès de tendance. La normale expression des tendances s'est transformée en un perpétuel affrontement de fractions. Les idées n'ont plus été jugées sur leur valeur, mais sur les intentions supposées de leurs auteurs. Les militants de base n'ont plus été placés devant des choix réels, des divergences claires, mais en ont été réduits à faire confiance à tel ou tel leader, ou plutôt, le plus souvent, à se prononcer contre tel ou tel leader.

Plusieurs fois, les remèdes ont été avancés : journées et conférences d'études sans vote sur les problèmes, pour permettre de cerner exactement les divergences et éliminer les interprétations erronées et tendancieuses de la pensée d'autrui. Mais au moment même où ces remèdes étaient proposés et où l'on pouvait entrevoir la possibilité d'une discussion véritable et un accord sur les méthodes, un texte diffusé largement dans le parti rendait toute discussion par avance inutile en dénaturant, tronquant et faussant la pensée de ceux qui étaient ainsi désignés à la « vigilance du parti ».

Le C.P.N. du 26 mai a été dans l'incapacité de se prononcer sur ces méthodes (20 voix contre 20). La crise permanente de la direction du parti s'est ainsi trouvée brusquement éclaircie. Faute d'orientation définie à Alfortville, la direction du parti est devenue le champ clos des luttes de tendances et a été complètement paralysée. C'est pourquoi les camarades du C.P.N. représentant la tendance B ont estimé qu'ils ne pouvaient plus cautionner de telles pratiques. Ils n'entendent pas par là prétendre être exempts de toute responsabilité dans la crise que traverse le parti ; ils sont décidés, pour leur part, à faire l'examen critique le plus approfondi de l'ensemble des militants. Ils estiment en tout cas que l'issue de la crise ne peut plus être trouvée dans des replâtrages et des rééquilibrages de tendances au sein du C.P.N. et du bureau. Les critiques nombreuses

qu'expriment les militants des sections et des fédérations s'adressent à l'ensemble des dirigeants et nous pensons que cette réaction est juste. La crise de la direction ne peut plus être résolue que par une large discussion sur les méthodes de travail et de démocratie dans le parti. Les militants sont plaints maintes fois d'être placés devant des choix hâtifs et à l'escarrouade et d'être amenés à voter des textes dont ils ne comprennent qu'en suite la signification réelle. C'est pourquoi nous estimons que la réunion d'un Conseil national extraordinaire le 23 juin, pas plus que celle d'un congrès à la même date ne peut qu'approfondir la crise et conduire à une assemblée de tendances.

Aucune question d'urgence ne justifie une telle convocation qui rend impossible une discussion sérieuse dans les sections — à moins qu'on admette par avance le procès de tendance fait à quelques camarades et qu'on veuille simplement le faire confirmer par une assemblée non représentative et qui s'engagera sur une voie scissionniste. C'est pourquoi nous ne participerons pas à une telle assemblée.

Cela ne signifie pas que nous refusions la discussion. Bien au contraire, nous estimons indispensable un débat sur l'orientation politique du parti, de manière à clarifier les principaux problèmes réellement posés au socialisme d'aujourd'hui. A nos yeux, des interprétations erronées de la politique de front socialiste se sont développées dans la dernière période :

● Alors que la question de l'insertion des syndicalistes dans l'action politique de front socialiste a été depuis des mois au centre de la politique de front socialiste, nous avons constaté depuis des semaines une désaffection des syndicalistes à l'égard du parti. Les textes publiés à la fin de la grève des mineurs ont été interprétés comme des condamnations par beaucoup de camarades syndicalistes : l'orientation qui l'a alors emporté nous paraît compromettre l'essentiel de la politique de front socialiste.

● De nombreux militants des mouvements de jeunesse, soit membres du parti, soit sympathisants, voient mettre en cause, dans l'organe du parti, leur activité, parce qu'elle comporte des aspects de gestion : on a fait systématiquement un procès de « régime » non seulement à des militants de l'U.N.E.F., mais aussi à ceux des Maisons de jeunes, etc. Là encore, se trouvent impliqués des problèmes d'orientation qui n'ont jamais été résolus clairement.

● Surtout à l'occasion d'événements récents de tous ordres : les luttes de la métallurgie grenobloise comme le colloque Langevin-Wallon sur l'enseignement, les assemblées de préparation des Etats généraux du désarmement, l'activité du M.C.A.A. comme le congrès récent de la gauche européenne, ont mis à jour soit deux orientations contradictoires du P.S.U., soit pas d'orientation du tout.

En réalité, à la discussion politique ouverte sur l'orientation, on a substitué les clivages de tendances monolithiques reposant souvent sur des affinités ou des rancunes plus que sur une politique commune. C'est pourquoi nous pensons que la discussion doit s'engager à fond sur l'ensemble de ces problèmes pour préparer un congrès à la rentrée d'octobre. Il est normal que chacun, dans les fédérations comme dans le C.P.U., apporte une contribution à cette discussion. Nous avons diffusé dans le parti un texte sur l'orientation politique qui est précisément destiné à permettre une discussion aussi ouverte que possible. Mais il faut qu'on s'entende pour l'organiser et pour mettre à nu les véritables divergences. L'expérience montre que la direction nationale n'y est pas parvenue. Il faut que des fédérations viennent des propositions pour ordonner la discussion et assainir les méthodes. La première condition de cet assainissement est le refus d'un conseil national « à l'escarrouade » — le refus d'une pseudo-discussion réduite à l'affrontement sans issue de leaders de tendances.

J. Verlhac.

Pour la démocratie socialiste : le contrat de l'opposition socialiste

SOLLICITE par d'autres, le parti doit répondre à la question, dès longtemps prioritaire et principale : celle de l'unité des travailleurs pour la démocratie socialiste. Que ceux qui n'en avaient guère jusqu'ici l'habitude se mettent à parler « d'unité socialiste » est pour nous un succès et un encouragement.

Avec qui l'unité et pour quoi faire ?
L'éroulement de la politique centriste accule la S.F.I.O. à une véritable reconversion. Ses dirigeants espèrent y échapper par des affirmations de pureté socialiste et plus précisément par une tentative délibérée de grignotage et de dislocation de notre parti. Faut-il à ce moment leur tendre la perche : *politiquement*, ce sont eux qui sont en difficulté et non pas nous. C'est à nous de formuler les conditions du renouveau socialiste car, s'ils les refusent, leur parti n'a d'autre destinée que le déperissement au sein d'une coalition centriste.

Quand le congrès S.F.I.O. évoque certains des obstacles (ceux bien sûr qui proviennent des communistes) à l'unité il faut saisir l'occasion, demander à propos de ces obstacles, justement, la discussion : conception communiste de la démocratie ouvrière, stratégie mondiale des communistes.

Lorsque, de son côté, Waldeck Rochet indique que les communistes sont prêts à discuter du programme d'un gouvernement populaire, là aussi il faut reprendre la balle et répliquer que la discussion sur le programme est inséparable d'une explication sur les conditions et les formes du rassemblement populaire, sans lesquelles l'application d'un tel programme est inconcevable.

Le contrat, arme politique pour le front socialiste

Car le débat n'est pas entre Mollet et Thorez. Le débat doit être mené par nous avec tous les militants, engagés ou non. Ce sont eux qu'il faut gagner aux « clauses de garantie ». Ce sont eux qui en assureront le respect. La proposition de contrat (1) n'est pas un truc, elle est une arme politique. Elle est la réponse aux questions que le mouvement socialiste ne peut plus éluder : comment refaire son unité, condition de son efficacité. Elle exprime cette certitude sur laquelle s'est créé le P.S.U. : à notre époque les obstacles à l'unité peuvent être surmontés. Et c'est à nous, P.S.U., de le dire maintenant.

La proposition de contrat est la formule choc, propagande, pour faire éclater la grande discussion sur l'unité de toutes les forces socialistes.

Elle est un instrument d'action et non un thème de débat académique. Elle doit être notre point d'appui, de référence dans toutes les luttes politiques et sociales où le parti, avec l'ensemble des travailleurs, se trouve engagé.

Est-ce à dire que nous voulons nous conduire en agitateurs irresponsables, insouciantes des accords de sommet ? Nous savons bien qu'à un moment donné, il faut traduire en accord de sommet la volonté qu'exprime le courant populaire, traduire en efficacité la poussée d'en bas. Nous disons justement dans notre texte pour le contrat que le succès de cette proposition rendra possible à un certain stade la conclusion d'un « pacte pour un gouvernement démocratique et socialiste ». Mais rien de décisif dans l'immédiat n'est possible au sommet.

Il faut d'abord construire le parti et accroître son capital politique. Il faut l'implanter et, par le contrat d'unité, faire rayonner sa tactique. La tentation des raccourcis demeure un péril mortel.

Trois questions

La proposition du contrat fut faite au congrès d'Alfortville. Les rédacteurs du texte B de l'époque ont refusé d'en discuter. Ils ont imposé au congrès une polémique byzantine sur « la nature du régime gaulliste ». Ils ont même refusé la motion dite du Gard qui offrait quelques éléments pour notre politique unitaire. Et le parti est sorti du congrès désarmé face aux grandes manœuvres de la S.F.I.O. dont nous avons annoncé l'imminence.

Aujourd'hui le temps presse. Les dirigeants S.F.I.O. ont parlé les premiers et le piège nous est tendu de l'alliance prioritaire avec la S.F.I.O.

Ceux mêmes qui nous accusaient d'accorder trop d'importance à l'alliance des partis traditionnels parlent alors, tout d'un coup, d'adresser nos propositions « en premier lieu aux syndicats et à la S.F.I.O. », puis le parti (son C.P.N. en tout cas), se cabrant devant un tournant aussi brusque, on parle de « l'unité socialiste » et de la nécessité de « disputer le terrain à Guy Mollet ». « Disputer le terrain » à coup sûr, mais pas en se plaçant sur le terrain de Guy Mollet, « le rassemblement de la gauche non communiste ».

On s'est plaint de procès d'intentions. Ecartons-les à l'avenir par des réponses claires à propos de formules qui ne le sont pas.

C'est pourquoi nous posons les questions suivantes :

1° Que signifie « l'unité socialiste » ? (2) ; le courant communiste est-il ou non compris dans cette unité ?

2° On parle de « grande organisation capable de lutter pour la réalisation d'une démocratie socialiste... » (c'est-à-dire une organisation tout à fait différente dans son but, dans son style, de ce qu'est la S.F.I.O.). Quelle différence y aurait-il, notamment, en ce qui concerne les secteurs de recrutement, entre une telle organisation et celle envisagée et décrite à diverses reprises (avant leur congrès !) par les « novateurs » de la S.F.I.O. (Jacquet et Brutelle en particulier) ?

3° Quel est le sens exact de la formule : « Ouverture de la perspective de la réunification ouvrière » ? Permet-elle de poser dès maintenant devant les communistes — masse et militants — comme devant tous les travailleurs la question des obstacles réels à cette réunification ?

Refaire dans l'action l'unité du parti

Les idées que nous proposons sont simples. Elles ouvrent la voie à une solution socialiste pour l'après-gaullisme ; elles peuvent refaire l'unité du parti dans l'action. Elles sont un acte de confiance dans la vitalité d'un courant P.S.U. propre. Elles expriment la volonté de construire un parti d'action, non un club d'initiés où la sécheresse technicienne le disputerait à l'amateurisme politique.

Il faut au parti une politique et qu'il s'y tienne. Il faut que cessent les équivoques et les volte-face tactiques. Il faut que, sur la question précise des alliances, un mandat clair soit donné à la direction du parti. C'est l'objet unique du prochain conseil national.

Quatre mois ont été perdus. C'est déjà beaucoup trop. Des camarades proposaient d'attendre encore pour consulter le parti. Attendre que la situation se soit davantage dégradée ? Condamner le parti à la passivité, les militants au désarroi par l'inaction ou à la rébellion devant des initiatives irresponsables ?

Que le désaccord s'exprime donc sans faux-fuyant dans les instances régulières du parti et non dans des assemblées d'information que l'on voulait sans votes. Qui, d'ici le congrès aurait interprété la volonté du parti et dans quel sens ? Et faudrait-il une procédure « exceptionnelle » chaque fois que le fonctionnement normal des organismes responsables se trouvera enrayé parce que des camarades ont quitté une séance du C.N.P. où ils n'étaient pas majoritaires ? Il n'y aurait nul besoin de procédure exceptionnelle si tous se pliaient à la loi de la majorité.

On ne peut ni esquiver les choix politiques, ni échapper à la démocratie du parti en fulminant à l'occasion de chaque C.P.N. des menaces d'épuration ou en se retirant sous sa tente. Assez de jérémiades aussi sur « l'état du parti ». Le rôle des dirigeants n'est pas de gémir. Les possibilités du parti sont intactes. Et le parti reprendra vigueur très vite dès qu'il saura ce qu'il a à faire. La réponse du conseil national à la question politique du moment normalisera la vie du parti.

Nous demandons aux camarades de la préparer avec le souci de l'unité du parti, de tout le parti, avec la volonté d'efficacité pour la politique du contrat.

J. Popereu.

(1) Texte I. - « Pour orienter le courant unitaire vers le front socialiste ».

(2) Texte II. - « Pour en sortir ».

LE PARTI QUE NOUS VOULONS

Un certain désarroi règne dans le Parti.

Ce désarroi affecte moins les militants qui sont engagés dans un travail concret d'entreprise. C'est ce qui fait dire à des camarades attristés que « le gauchisme progresse ».

En sept mois, douze journaux d'entreprise ont vu le jour et paraissent régulièrement avec un tirage global de 25.000 exemplaires.

Ce travail console bien du départ de Bleuze et des siens. Ce travail pourrait être multiplié par dix, si tout le Parti en faisait son affaire. Ce travail permettrait d'envisager toutes les interventions ultérieures et toutes les alliances nécessaires. Car, avant de discuter, il faut exister.

Mais ce travail n'est pas l'affaire de tout le Parti Pourquoi ?

L'an dernier, la tendance socialiste-révolutionnaire (texte E) avait exprimé nettement ses positions dans un « contre-projet de programme ».

Nous pensons que ce régime ne sera pas abattu par la voie parlementaire.

Nous pensons que, comme disait Vaillant-Couturier : « Cette république-là ne change pas de visage, se-ion que le ministère est plus ou moins teinté de rouge ».

Nous pensons que ce régime consacre le pouvoir d'une classe appuyée sur son état-major et sur ses policiers, et nous disons, en conséquence, qu'il n'y aura nul pouvoir des travailleurs sans destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Existe-t-il une autre possibilité ?

Nous n'avons jamais reçu de démenti. On nous a parfois objecté que les salariés ne sont pas prêts pour ce grand combat. A qui nous avons répondu que le travail du P.S.U. se trouve ainsi délimité : propagande dans la classe ouvrière, intervention dans les luttes grévistes, application de la tactique « Front socialiste ».

N'ayant jamais répondu à nos analyses, les dirigeants du courant B parlent de « romantisme révolutionnaire », de « l'échec des sectes », etc. Il nous paraît évident que les échecs passés sont ceux du réformisme et non du marxisme. Les échecs sont ceux des rebouteux et non, des révolutionnaires.

Quels sont donc ces « gauchistes » qui gouvernaient la France en 1936, l'Angleterre en 1945, encore la France en 1946, etc. ?

Les empreintes suffisent pour identifier l'ours

Dans le P.S.U. les positions des tendances n'apparaissent pas toujours très nettement. Le courant majoritaire avance ou recule selon les échos reçus dans le Parti.

Martinet, « sous le coup d'un sentiment violent », se fâche parce qu'« on interprète » ses propos. Il assure n'avoir fait qu'attirer l'attention sur les couches nouvelles, sur les nouveaux centres de décision (lesquels ?), sur le passage de la S.F.I.O. à l'opposition. Il n'a fait que cela ? Notons en passant que le Parti a besoin d'une direction qui fasse autre chose que d'attirer l'attention sur des phénomènes relativement secondaires. Il a besoin d'une direction qui attire l'attention sur le travail dans les couches essentielles et qui s'occupe plus des mineurs de fond que des cadres.

Or, il est impossible d'aller simultanément au nord et au sud. Huit jours avant le déclenchement de la grande grève des mineurs, un des « penseurs » du courant B, Serge Mallet, expliquait que, si les techniciens de la mine et autres employés de surface étaient capables d'une action, il ne fallait pas s'attendre à un mouvement d'envergure de la part des mineurs de fond.

Cette grève « traditionnelle » n'était visiblement pas au programme du courant B. La direction de ce courant eut pour principal souci de coller aux directions syndicales, et, à travers elles, d'appuyer les politiques réformistes du P.C.F. et de la S.F.I.O.

Certes, le feu brûlant de ce mouvement grandiose amena même Depreux à avancer timidement l'idée d'une « généralisation » des luttes.

Mais la direction B ne retrouva tout son dynamisme que pour se déchaîner contre le très modéré tract national qui tirait quelques leçons justes de la grève. Au fait, quelle fut

donc l'opinion des leaders B sur cette fin de grève qui laisse pratiquement les mineurs aussi pauvres qu'avant ? Elle est simple, c'est « Victoire ». A ce compte, un militant serait tout aussi à l'aise au P.C.F. ou à la S.F.I.O. qu'au P.S.U.

Les pensées ont des racines

Précisément, l'orientation B n'est pas la construction d'un Parti contestant le monopole du P.C.F. sur l'avant-garde ouvrière. On a même entendu bien des propos ironiques sur cette « prétention » des « gauchistes S.R. ».

Et, après cela, on voudrait nous faire croire que la direction B n'a pas une orientation prioritaire en direction des couches nouvelles ?

Le grand développement de l'économie a donné naissance à une sorte d'« aristocratie ouvrière ». Face au régime capitaliste, l'attitude d'une telle aristocratie a déjà été bien définie : de la souplesse. Pas de vagues. Pas de déchaînement de la plèbe. Conquête discrète des postes-clés. Puis, tentative à long terme pour faire accéder les ignorants ouvriers à la connaissance — combien ardue — de la gestion de l'économie, etc.

Les camarades qui n'ont pas eu l'occasion de lire tout cela dans les écrits ultra-réformistes d'avant 1914 peuvent étudier ces « nouveautés » dans le projet de programme du C.P.N. de l'an dernier.

Car, si nombre d'écrits du courant B ne sont pas une véritable étude des couches nouvelles, ils sont, par contre, une assez fidèle expression idéologique de la nouvelle « aristocratie des salariés ».

Notons que le développement de l'industrie a donné naissance à une autre « couche nouvelle », celle des O.S. dont le nombre s'est multiplié par cinq ou six en vingt ans.

Dans ce régime, les O.S. n'ont aucun espoir d'accéder à d'autres fonctions. Sur dix fils d'ouvriers qualifiés, sept seront contraints de devenir O.S. demain, même avec un C.A.P. en poche.

Les O.S. ne se reconnaissent pas dans les syndicats traditionnels qui défendent trop souvent des revendications hiérarchisées.

Les O.S. sont la grande masse sur-exploitée, et pour l'instant silencieuse. Apparemment, cette couche fondamentale n'a jamais intéressé les penseurs du courant B. Et c'est bien significatif.

Que faire ?

En refusant le combat pour une assise ouvrière du P.S.U., les dirigeants du courant B œuvrent à la constitution d'un vague club national de discussion qui n'aurait plus rien à voir avec un parti.

Mais cette direction B sait aussi bien que nous que sa base est hétérogène et comprend des militants qui veulent un Parti ouvrier. La direction B sait qu'elle n'a aucun ciment politique.

Mais alors, faute de ciment politique, comment est-il possible de grouper des militants si différents... et de les décider à quitter en bloc un Comité politique national en pleine séance ?

Comment ? En remplaçant la politique par la « moralité », en appelant à l'unité des « honnêtes » contre les « malhonnêtes », en invoquant un prétexte « moral » qui fait sourire tout le monde, y compris l'honorable camarade Depreux.

Malheureusement ce « moralisme » fait du mal au Parti, crée des querelles artificielles, dissimule les vrais désaccords politiques, empêche les regroupements nécessaires, fige les tendances. Ce « moralisme » est très immoral.

La tendance S.R. a intérêt à ce que les véritables désaccords politiques s'expriment, et c'est pourquoi nous voulons un congrès national.

Nous avons besoin d'un P.S.U. fort, enraciné dans les entreprises, éduqué dans l'esprit des combattants du prolétariat et des peuples coloniaux, appuyé par une libre organisation de jeunes révolutionnaires.

Nous n'avons pas la nostalgie des colloques de notables. Nous avons la nostalgie d'une certaine manifestation de 1.500 jeunes qui, surgissant place Clichy, dans le silence morne de la gauche officielle, hurlèrent « Paix en Algérie ! » et forcèrent, par leur action, les leaders du P.C.F. et de la S.F.I.O. à s'émouvoir enfin.

Calvés André.

R.T.F. : La gabegie a un but précis : asseoir le régime de la V^e République

LA R.T.F., une vraie pétaudière. C'est ce qu'on peut lire, textuellement, dans le rapport que M. Léonard a présenté au Parlement, au nom de la Cour des comptes. Pour qu'un tel terme soit employé dans une si docte assemblée (on n'a pas l'habitude de parler sur ce ton dans l'immeuble de la rue Cambon), il faut que ce soit vrai. Nous pouvons verser au dossier quelques preuves supplémentaires des mœurs singulières toujours en faveur à la cour du roi Pétaud.

C'est ainsi qu'il y a peu de temps, à la télévision, il arrivait fréquemment qu'un tel, s'absentant quelques heures, retrouvait son bureau occupé par un autre... qui refusait d'en sortir.

C'est ainsi qu'il y a un an environ le directeur de Marseille apprit, au cours d'un congé personnel, qu'il était muté comme directeur en Corse. Mais, à Bastia, il n'y a pas de bureau de la R.T.F., pas de logement pour son directeur, pas de personnel, pas de matériel. Il y a un an qu'imperturbablement le « directeur », dans la nature, attend son installation.

C'est ainsi que le chef du service administratif des Journaux parlés et télévisés, ayant désigné un de ses adjoints pour le représenter à la télévision, se heurta à une opposition formelle. De qui ? Tout le monde se défie. La raison est cependant connue : l'employé en question est un syndicaliste de la C.G.T. Le chef du service administratif des Journaux parlés et télévisés, très correctement et courageusement, a donné sa démission... qui a été acceptée avec empressement. Son remplaçant serait déjà désigné. Ce serait un personnage dont le nom — de la mer des Antilles au continent africain — a laissé quelques souvenirs curieux.

C'est ainsi que personne ne sait, parmi les syndicats de journalistes, à qui s'adresser pour discuter du problème des salaires. S'adresse-t-on à M. Gérard, directeur en nom des Journaux parlés et télévisés, il renvoie à M. Flaud, directeur des relations internationales, ou à M. Bordaz, directeur général, lequel avoue son impuissance et conseille de voir

le ministre Peyrefitte ; ce dernier invoque les Finances et renvoie à Bordaz qui renvoie à Gérard, qui... etc. Enfin, l'Administration marche tellement bien que les pigistes doivent attendre deux à trois mois le règlement de leur travail, tandis que les mensuels sont payés avec retard et que les réclamations pour erreurs de paye s'accumulent. Mais l'Administration ne répond jamais.

Le bluff Peyrefitte

Nul doute que la formule actuelle du Journal télévisé a emporté l'acquiescement de la majorité des critiques de la presse. Ajoutons aussi que le public a accepté cette présentation.

Mais tout cela est le résultat d'une habile campagne d'intoxication digne de l'action psychologique chère à l'ex-colonel Lacheroy, au passé algérien.

Tout d'abord, le public est toujours sensible à l'apparition de nouvelles têtes. Les anciennes, fussent-elles adulées, sont très vite oubliées. Et puis, c'est une méthode classique que de changer les équipes lorsqu'on veut changer une formule.

Mais le Journal télévisé est-il vraiment meilleur aujourd'hui ? On pourrait dire qu'il n'a pas eu beaucoup de mal à le devenir. Cependant il est certes plus plaisant et plus rapide et il a donné tout de suite l'impression d'être plus objectif (interview de Mme Grimau, interview de mineurs en grève, etc.).

Dépolitisation ? Oui, en apparence. Mais cette façade d'objectivité ne peut cacher une volonté très nette de « désinformation ». Le public ne s'en rend peut-être pas très bien compte, séduit qu'il est par la formule « magazine » du Journal télévisé. C'est la formule France - Soir, Paris - Jour, France-Dimanche ou Ici-Paris. Transposés à l'écran, du fait divers, des bandes dessinées, cocktails mondains, accidents et visites officielles.

Mais la politique, cela existe, et il est difficile de l'éviter. Pour elle, il y aura les « magazines », les « éditions spéciales » avec des gens choisis soigneusement. Pour les journalis-

tes qui y participent, une pige de 40 F est toujours bonne à prendre après s'être montré sur l'écran, et il est bon de soutenir son propre standing.

Ainsi s'explique la faveur de ces messieurs de la presse indépendante !

Bon, mais la libéralisation ? Nous pensons que l'opération Peyrefitte-Marcillac a un but lointain. Après avoir donné l'illusion — plus ou moins apparente — d'une « libéralisation », on aura neutralisé une opinion publique jusque-là très défavorable à la radio gouvernementale. Cela fait passer les déplacements de personnels et empêche les intéressés — qui s'estiment lésés — d'en appeler au despotisme politique de l'U.N.R. Au demeurant, il aura été fait appel à de nombreux journalistes peu suspects d'appartenir à la formation gaulliste. Heureux de jouir d'une sorte de faveur — ou de promotion — en passant de la radio à la télévision, ces journalistes seront plus souples (du moins pour un temps). Quant aux syndicats, ils doivent mesurer la division habilement entretenue par la direction.

Seulement — et c'est important — tous les postes de responsabilité, tous les pouvoirs de décision sont entre les mains de gaullistes bon teint, d'U.N.R. inconditionnels. Même les bagarres pour le commandement (Gérard-Marcillac, Dordhain - Renault, équipe Peyrefitte - équipe Terrenoire) se déroulent entre féaux du régime.

c'est sur la Télé que compte, avant tout, l'U.N.R., pour son opération de survie.

Pétaudière, certes, la R.T.F. l'est. Cette administration utilise la gabegie à des fins bien précises : mettre la R.T.F. au service du gaullisme ; donner la R.T.F. aux intérêts privés des trusts de la publicité et de la presse ; utiliser les ondes pour éteindre tout souffle civique dans la population.

En un mot : asseoir le régime de la V^e République.

Une campagne de démystification s'impose. Il faut découvrir le roi Pétaud et le remplacer par un régime de véritable démocratie socialiste.

Mais cette formule n'est certainement pas dans la pensée de M. Peyrefitte lorsqu'il dit : « Il faut changer l'atmosphère à l'intérieur et à l'extérieur de la R.T.F. »

Monsieur le ministre de l'Information, vous êtes le fondé de pouvoir du roi Pétaud. Tout le reste n'est que bluff.

Bertrand Renaudot.

Les problèmes agricoles

ISÈRE : Réunion d'agriculteurs

A la suite des décisions de la C.E. de février à Grenoble, une réunion groupant quelques agriculteurs a eu lieu à Saint-Pierre-de-Bressieux.

Les problèmes particuliers à chaque exploitation sont exposés. Tous se trouvent devant de graves difficultés dues à leur situation géographique (coteaux), au déficit de certaines spéculations (aviculture), à la non-rentabilité du matériel individuel pourtant indispensable, au manque d'organisation et d'orientation de l'agriculture en général, à l'absence de contacts entre les exploitants.

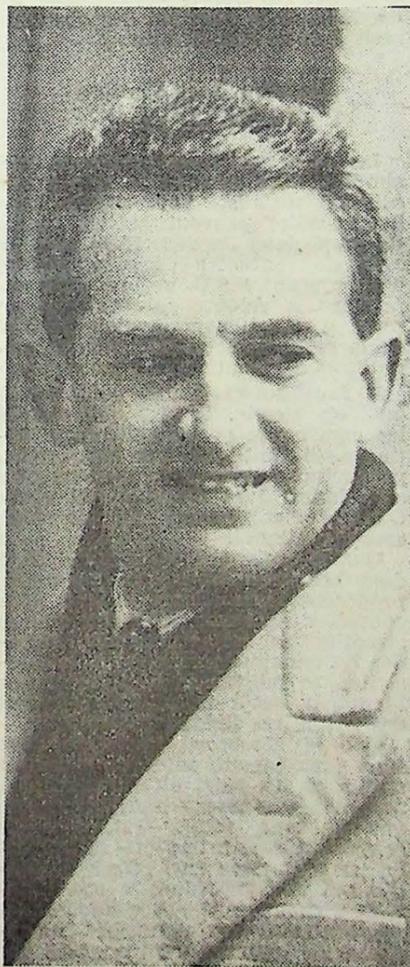
Certains problèmes paraissent insolubles : on ne peut déplacer les exploitations. Mais d'autres pourraient trouver une solution dans l'organisation du travail en groupe, dans l'étude en commun des problèmes de chacun, dans l'amélioration des techniques de culture, dans les achats de gros matériel en commun.

Quelques essais ont été entrepris ; ils se heurtent à de sérieuses difficultés d'orientation et d'organisation. Pour bénéficier des expériences acquises, il faut s'intégrer aux organisations de vulgarisation, ne pas rester isolés.

Le travail de groupe ne doit pas être envisagé à la légère et hâtivement. Trois conditions paraissent essentielles : les exploitants doivent avoir l'esprit social et dégagé des vieilles routines ; ils doivent acquiescer le même niveau technique ; ils doivent installer à peu près le même assolement supprimant les cultures non rentables traditionnellement conservées pour l'autoconsommation.

Le travail en groupe doit permettre une rapide évolution sur le plan économique ; l'exploitant groupé pourra aborder les sujets jusqu'alors réservés aux « grands » : étude de la fixation des prix, marchés, débouchés, coopération, etc... Il pourra avoir accès à la culture intellectuelle le jour où il disposera de loisirs, de congés.

Le problème est posé et il sera résolu un jour par ceux qui feront l'effort pour aller vers la « société ». Mais attention : il ne faut pas que l'individualisme tout court fasse place à l'individualisme de groupe, et que de la propriété individuelle, étant conservée jusqu'à nouvel ordre, naisse une nouvelle forme d'exploitation au profit des mieux placés économiquement et techniquement.



(Photo A.D.P.)

Le but lointain de Peyrefitte : la « désinformation »

Les « affectations » de journalistes — de la radio à la télé — permettent également d'embaucher — au nom de l'efficacité — de nombreux confrères qu'on arrache aux postes périphériques (Europe n° 1 en particulier, mais il faut se souvenir que la Sofrad, société d'Etat, contrôle la publicité de ce poste privé).

Demain, l'U.N.R., parti de l'avenir, aura entre les mains, pour la grande campagne présidentielle, une télévision à sa botte. L'opposition sera neutralisée. L'opinion publique blousée sur l'objectivité.

De l'argent ? On n'en manque jamais pour la Télé (et le Journal télévisé), mais il n'y en a plus pour la radio. On va faire des économies, supprimer des services d'ondes courtes, renvoyer des pigistes. Qu'importe,

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

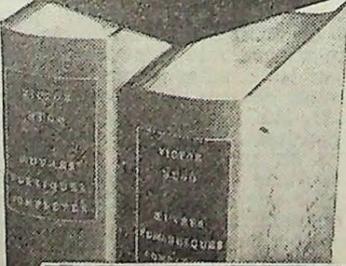
L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son rayonnement, l'Histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc..., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire "Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e".

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)... la dernière merveille (L'EXPRESS)... inépuisable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)... un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION) la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR

(FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1°) Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2°) les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile. Transport, emballages gratuits. Faculté de retour.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres... Je choisis de régler comptant

en 3 mensualités en 10 mensualités.

Veillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, de la première mensualité soit... fr en un chèque chèque postal joint :

(Librairie Pilote - C.C.P. 13.905-31) mandat Veuillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

n° de C.C.P. ou bancaire _____

Face aux tentatives du régime, un plan de réforme démocratique du service militaire doit être mis sur pied par les mouvements de jeunesse

Le problème de la réforme, voire de l'existence du service militaire, est en ce moment à l'ordre du jour. Ce ne sont pas les projets qui manquent, ils foisonnent même. En réalité, c'est l'obstination du gaullisme de faire la force de frappe qui oblige à trouver les crédits nécessaires. Or, malgré son montant déjà prohibitif, le budget de la guerre n'est pas extensible à volonté, puisque, malgré les déclarations « optimistes » de Peyrefitte, il atteint déjà 8,5 p. 100 du produit national brut (et certainement plus de 10 p. 100 si l'on compte tout ce qui est « camouflé »). Il fallait donc faire un choix entre la force de dissuasion nucléaire et des effectifs nombreux.

A ces arguments d'ordre financier, s'ajoutent des motifs politiques. De Gaulle verrait avec faveur la constitution d'une armée de métier modernisée qu'il voudrait bien en main. Au surplus, l'abolition de la conscription, étant donné la déplorable réputation du service militaire, est un argument démagogique qui peut servir l'U.N.R. Pour tous ces motifs, le député Sanguinetti, lors de la discussion du budget de 1963, avait envisagé la disparition pure et simple du service. Mais il sait que la gauche et surtout le mouvement ouvrier ont toujours été hostiles à l'armée de métier; d'autre part, les obligations contractées auprès de l'O.T.A.N. imposent d'avoir de la « piétaille ».

D'où un nouveau projet démagogique, déposé par une coalition U.N.R.-Centre démocratique (M.R.F.) de réduire la durée du service à six mois.

Le projet prévoit, en outre, le système farfelu de faire « redoubler » les mauvais élèves, car il y aurait un examen à la fin de ces six mois d'instruction, ce qui permettrait à ceux qui ne plaisent pas de faire du « rab ». Un autre projet de loi — un de plus — déposé par Mitterrand propose de ramener la durée du service à douze mois.

Enfin certains ministères : la Coopération, l'Algérie tentent de mettre sur pied un « service de coopération », mais, jusqu'à présent, à part quelques détachements à titre individuel, il ne s'agit que de bonnes intentions.

Tout ce fatras de projets, de comités d'études démontre en fait une profonde division du gouvernement. Pour certains, et peut-être le général-président, la réalisation de la force de frappe est le moyen de parvenir à l'armée prétorienne, à l'armée de métier à prétentions techniques; les déclarations époustouflantes de Peyrefitte dans *Le Monde* du 30 mai montrent clairement les objectifs recherchés.

Pour d'autres, au contraire, il s'agit, dans l'optique technocratique, d'intégrer l'armée à la nation sans renoncer à la conscription, d'où certaines initiatives à double sens comme les

clubs de vulgarisation agricole, des expériences de formation professionnelle, l'éventualité d'un service de coopération, etc. On retrouve donc dans le domaine militaire toute l'ambiguïté du régime gaulliste — comme le montre bien mieux encore la politique agricole — tenté à la fois par des formes autoritaires, voire totalitaires ou par des formules techniquement plus progressistes, mais d'autant plus dangereuses politiquement.

En fait, l'ordonnance de janvier 1959 qui règle l'organisation de la défense nationale demeure toujours en vigueur (1); autrement dit, elle rend toujours possible la militarisation de la nation tout entière. Son abrogation s'impose donc, mais elle sera

bien insuffisante si les mouvements de jeunesse démocratiques, face aux tentatives confuses du régime, n'opposent pas un plan commun de réforme démocratique du service militaire, qui se fonde en premier lieu sur le respect des droits d'opinion et d'expression de l'appelé et aussi sur le contrôle rigoureux des forces populaires sur l'instruction militaire. Mais le temps presse, car de Gaulle risque de nous mettre, une fois encore, en face du fait accompli; c'est donc à nous de prendre l'initiative.

J.-C. Barigel.

(1) Cf. l'excellente analyse qui en a été faite dans « T.S. » il y a quinze jours et la critique développée dans « Analyses et documents », n° 44, du 1^{er} février.

“RÉVOLTES” : Un numéro intéressant

Sous ce nom réapparaissait en 1956 une revue trimestrielle éditée par une équipe de militants des Auberges de la Jeunesse. Elle se proposait alors de développer dans le mouvement aigiste, la formation politique et sociale des jeunes.

Depuis, l'indépendance et l'aspect « Tribune libre » de « Révoltes » devait lui permettre d'étendre son influence dans plusieurs organisations, auprès d'autres éléments responsables. Le numéro qui paraît ces jours-ci aborde sans complexe la situation des organisations de jeunesse en rapport avec l'orientation amorcée par la V^e République. Il s'efforce de la replacer dans le contexte général politique. On y trouve ainsi évoquée « La nature de l'Etat », les perspectives syndicales face aux risques d'intégration, la politique gouvernementale en matière de jeunesse, une évocation du corporatisme, une analyse détaillée des « nouvelles » techniques d'animation de groupe, un article sur les étudiants et le pouvoir, et, enfin, les habituelles fiches culturelles et techniques.

L'ensemble est homogène et permet d'envisager les alternatives des organisations de jeunesse. Il permet d'établir une hiérarchie dans les tâches à envisager pour tout ce qui concerne un programme « jeune ». La « modernisation » des groupements, le renouvellement des techniques d'animation ne signifie pas grand-chose si on omet d'aborder le point fondamental des rapports avec l'Etat. Donc la démocratie réelle. En multipliant les propositions de regroupement sur des bases purement « techniques », la politique gouvernementale a peu à peu amené les associations de jeunesse à rencherir dans ce sens. C'est-à-dire que la neutralisation de celles d'entre elles qui liaient leur sort et leurs perspectives au sort et

aux perspectives de la classe ouvrière a pu se faire avec leur consentement. On le comprend en lisant cet intéressant numéro de « Révoltes ».

(Maurice Sèdes, 144, rue de Flan-dres, Paris-19^e. C.C.P. 7.860-71 Paris. Le numéro : 2 F.)

Une campagne U.F.C.V. en faveur des colonies de vacances

D'année en année, le nombre de « vacanciers » s'accroît : de 1960 à 1962, le nombre des campeurs est passé de 2,5 millions en 1960 à 4 millions en 1962; plusieurs catégories de travailleurs ont déjà obtenu quatre semaines de congés payés.

Cependant, le nombre d'enfants partant en colonies de vacances demeure stationnaire depuis plusieurs années. Cela ne serait pas inquiétant, si l'on ne savait que, malgré le développement prodigieux des vacances familiales, un enfant sur deux n'est pas sorti de chez lui l'an dernier, pendant les vacances.

Si autant d'enfants ne partent pas, c'est, dans la plupart des cas, pour des raisons d'ordre économique. C'est dire l'intérêt de la campagne lancée par l'Union française des centres de vacances et de loisirs dimanche prochain.

Les jeunes du Puy-de-Dôme et le service militaire

DEPUIS plusieurs semaines, les organisations de jeunesse du Puy-de-Dôme, sous l'initiative de l'A.G.E.C. (Association générale des étudiants clermontois), ont été invitées à donner leur position face au problème du service militaire. Il s'agit des Jeunesses et étudiants S.F.I.O., du Mouvement de la jeunesse socialiste unifiée, des Jeunesses communistes, des étudiants communistes, de l'A.G.E.C., des jeunes de la C.F.T.C. et de la C.G.T., et de l'Union des jeunes filles de France. Ces organisations se sont réunies plusieurs fois et ont étudié ensemble ce problème. C'est donc à la suite d'une longue réflexion commune qu'elles ont décidé de publier un tract. Dans ce tract, les jeunes analysent d'abord les dernières mesures gouvernementales face au service militaire. Ils affirment que ces mesures entraînent :

- L'inégalité sociale devant l'armée et l'éducation militaire;
- La spécialisation militaire d'une caste;
- L'utilisation éventuelle contre le droit de grève et les revendications sociales;
- L'utilisation possible, dans le cadre du service civique, d'une main-d'œuvre bon marché.

Ces réformes démagogiques, précise le texte, visent en réalité à l'embri-gadement de la jeunesse et à l'enca-drement de la nation.

C'est pourquoi les organisations présentes se prononcent contre :

- L'institution d'un service différencié qui porterait atteinte au principe de l'égalité et d'un service civil dénué de justification et qui ne pourrait être qu'un moyen détourné d'exploiter la jeunesse et d'en faire une masse de manœuvres contre les autres travailleurs.

En revanche, les organisations signataires proposent une véritable réforme du service militaire qui nécessiterait :

- L'accession démocratique au grade, l'égalité devant la qualification militaire;
- La réduction du service à douze mois dans l'immédiat;
- La liberté d'expression et de presse à l'armée, ainsi que la possibilité d'activités culturelles;
- La démocratisation et la généralisation du droit au sursis d'incorporation (pour apprentissage, études, raisons familiales...);
- La garantie de l'emploi au retour;
- L'augmentation de la solde à un niveau décent.

Elles notent que ces réformes impliquent : l'adoption d'une politique de paix et d'amitié entre les peuples, la participation aux négociations internationales dans la perspective d'un désarmement généralisé. Elles s'élèvent enfin contre les brimades et exactions physiques qu'illustrent le pourrissement des méthodes de formation de certains cadres de l'armée, et c'est pourquoi elles lancent un appel à tous les jeunes et à tous les militaires à ne pas tolérer d'atteinte à l'esprit républicain, ni à leur dignité humaine. Une arme essentielle contre toute brimade, précise le texte, réside dans la lutte solidaire des jeunes soldats et dans le soutien actif par l'opinion publique.

Ce tract a été publié à plusieurs milliers d'exemplaires et diffusé dans tout le département du Puy-de-Dôme.

Marc-Antoine Guillaueuf.

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65

Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour
29,50^F
au lieu de
75^F

L'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac
LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS
dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement,
illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

Une chance exceptionnelle nous

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE,
30, rue de Grenelle - Paris-7^e.

Veillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31.

Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.

Nom..... T.S.
Profession.....
Adresse.....

"La maladie infantile du Communisme", de Lénine

UNE collection de livres de poche (10/18) vient de publier « La Maladie infantile du Communisme ». Bien qu'écrits en 1920, à la veille du II^e Congrès de l'Internationale communiste, les textes qui composent cet ouvrage ont encore une valeur d'actualité. Tout en fulminant contre les « traîtres » sociaux-démocrates et autres « philistins », Lénine dénonçait avec ironie les erreurs des « communistes de gauche » des pays occidentaux : Allemagne, Hollande, Italie, Grande-Bretagne.

L'auteur de « La Maladie infantile » déclarait d'ailleurs au début de sa brochure : « On aurait tort de perdre de vue qu'après la victoire de la révolution prolétarienne, même si elle a lieu dans un seul des pays avancés, il se produira, selon toute probabilité, un brusque changement : la Russie redeviendra, peu après, un pays, non plus modèle, mais retardataire (au point de vue « soviétique » et socialiste). » Le fait que quarante ans plus tard cette révolution ne soit pas intervenue dans les pays occidentaux ne peut être expliqué par le léninisme classique.

Cependant la dénonciation par Lénine du « révolutionnarisme petit-bourgeois », du gauchisme — cette maladie quasi permanente du mouvement socialiste — demeure valable.

Tout d'abord la nécessité du compromis en politique est fortement soulignée par le leader de la III^e Internationale : « Il y a compromis et compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. » Lénine, lui, n'était pas à un compromis près et il raille ceux de ses disciples qui entendent « repousser de la façon la plus décidée tout compromis avec les autres partis... » : « Car enfin, il n'est plus possible que les gauches d'Allemagne ignorent que toute l'histoire du bolchevisme, avant et après la Révolution d'octobre, abonde en exemples de louvoisements, d'ententes et de compromis avec les autres partis, sans excepter les partis bourgeois ! » Voilà qui est net.

Lénine condamne également ceux qui, sous prétexte qu'il y a des chefs opportunistes ne cessent d'opposer les « masses » aux « chefs » : « Mais en arriver sous ce prétexte à opposer toujours la dictature des masses à la dictature des chefs, c'est une absurdité ridicule, une sottise. » Et ceux qui ne veulent pas travailler dans les syndicats « réactionnaires » ne sont pas mieux traités. Sans doute « les syndicats révèlent véritablement certains traits réactionnaires : une certaine étroitesse corporative, un certain esprit de

routine, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière ».

Quant à ceux qui ne veulent pas participer aux parlements bourgeois, leur manque de réalisme est également fortement critiqué. Qu'il s'agisse des élections ou de l'action dans les syndicats, Lénine formule une règle d'or : « Toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non se séparer d'eux par des mots d'ordre « de gauche » d'une puérile invention. »

Et lorsque la scission des « gauches » est intervenue dans le parti communiste allemand, Lénine écrit tranquillement : « Soit ! La scission vaut tout de même mieux que la confusion qui entrave la croissance et la réalisation idéologique, théorique et révolutionnaire du parti, et son travail pratique, unanime, véritablement organisé... »

Alors que le gauchisme fait des ravages au sein du P.S.U., nous ne pouvons que recommander à tous nos camarades la lecture de la « Maladie infantile », un des classiques de la science politique.

M. C.

Informations

Documents filmés (1934-1939)

Les Amis de Marceau Pivert projettent des documents filmés (1934-1939), le samedi 22 juin à 15 h, à la cinémathèque, 29, rue d'Ulm, Paris-V^e. Le nombre de places étant limité, ne seront admis, dans l'ordre de leur demande, que les lecteurs s'étant fait connaître à Mme Outin, 132, bd Exelmans, Paris-XVI^e.

Un projecteur pour une école d'Algérie

La Commission nationale de solidarité signale qu'une école d'Algérie aurait besoin d'un projecteur fixe pour films de 35 millimètres (courant 220 volts).

Nous espérons qu'il se trouvera un lecteur pour satisfaire cette demande.

Vient d'être éditée cette affiche, bicolore, 1/2 colombier :

Contre la politique militaire du gaullisme

Le budget militaire, avoué et camouflé, représente 30 % de celui de la nation. Ce qui entraîne :

Blocage des salaires
Réquisitions
Inflation

et hausse du coût de la vie

La « Force de Frappe », politique d'orgueil nationaliste, a été exigée et obtenue par la easte militaire.

Le peuple français, lui, réclame une armée contrôlée par le peuple, et une politique active en faveur du désarmement.

Le P.S.U. vous appelle à lutter :

Contre la bombe gaulliste et toutes les autres,

Pour la désatomisation de l'Europe,

Contre les pactes militaires, Pour le désengagement,

CONTRE

UNE POLITIQUE MILITARISTE ET ANTISOCIALE

Action unie des travailleurs en France et en Europe

Prix : 0,12 F l'affiche. C.C.P. 58-26-65. Payer à la commande : 54, boul. Garibaldi, Paris-15^e.

Centre nautique de jeunes en Yougoslavie

Pour la 4^e année, le Centre nautique de Bol, dans l'île de Brac, en Yougoslavie, rouvre ses portes en juillet et août 1963. Il recevra davantage de jeunes, d'adultes et de familles.

De nombreuses améliorations ont été apportées depuis trois ans : augmentation de la flottille nautique ; excursions au « Kabal » (notre voilier de 30 places) atteignant Dubrovnik, Kotor, Mostar (avec complément en car pour cette dernière ville) ; nouvelle installation de la salle à manger et du bar (face à la mer) ; logement des familles dans deux club-hôtels entièrement neufs (chambres de 2 personnes dont certaines avec douches particulières) en bord de mer ; bibliothèque et discothèque renforcées ; cours de natation (adultes, jeunes et enfants) et jardin d'enfants (jardins et jeux pour enfants sans interruption) ; excursions dans l'île de Brac (canot, à ânes, excursions en montagne) ; rencontres culturelles et folkloriques franco-yougoslaves.

A cela, il faut ajouter une réalisation nouvelle très importante. Le C.T.L.V.J. ouvre en juillet 1963 un centre de jeunes dans l'île de Losinj, à proximité de Zadar.

Le centre de Mali Losinj recevra surtout les adolescents et les jeunes. Il offrira aux collectivités de nouveaux avantages : transport raccourci : en chemin de fer jusqu'à Trieste, bateau jusqu'à Losinj ; tarif économique : 375 F pour 2 semaines (voyage, séjour et activités nautiques compris) ; excursions à Rab, île Susak, île Ilovik et la vieille ville d'Osor.

Une conférence de presse du Comité Maurice Audin

Le Comité après un bref historique de son action a évoqué quelques affaires inconnues, elles sont de quatre sortes : 1) affaires banales avec pour acteurs un policier et un quidam quelconque ; 2) affaires avec un militant (généralement de gauche) ; 3) affaires racistes, un homme de couleur est pris à parti ; 4) affaires d'espionnage, il s'agit généralement d'un étranger. Des exemples sont cités, dans tous les cas l'adversaire du policier s'en tire assez mal (hôpital ou même décès) La constitution de partie civile, toujours assortie d'une contre-plainte, n'aboutit jamais.

Le problème n'est pas nouveau, mais, il est tristement d'actualité étant donné la recrudescence de ce genre d'affaires.

Tout le problème est celui de l'attitude du pouvoir. Pierre Vidal-Naquet rappelle que M. Papon est un ancien collaborateur de Pierre Pucheu. Le problème se place dans celui

plus vaste de la restauration du pouvoir de l'Etat et de la suppression des juridictions exceptionnelles. Les deux déclarations récentes de M. Papon et de M. Frey montrent bien l'étendue du malaise. C'est le problème évoqué par le livre « La gangrène » ; après avoir légalisé la torture en Algérie, il est difficile de l'interdire en France. Nous reparlerons un jour de ce problème en une étude plus vaste il est un des plus importants qui soient.

Le P.S.U. a besoin de vous

Il en a besoin moralement. Il en a besoin matériellement.

Camarades, sympathisants, lecteurs avez-vous fait tout ce qui dépendait de vous pour lui procurer l'aissance qui lui est INDISPENSABLE pour faire face à ses obligations ?

Un certain nombre d'entre vous ont répondu à notre appel. Nous avons besoin du concours de tous et très rapidement.

Que tous ceux qui le peuvent envoient à Maurice KLEIN un engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévise, Paris (9^e). C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des 12 mensualités est accepté. N'attendez plus !

Merci à tous.

Le secrétaire national : Edouard DEPREUX.

Le trésorier national : Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, trésorier national du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, la somme de :

francs. Date :

Signature :

Cinéma

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 5 au 11 juin

IL POSTO

(V.O.)

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 5 au 11 juin

MÈRE JEANNE DES ANGES

en v.o.

sous-titres français

LIVRES

ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin

Paris - ORN. 41-25

La STENO en une journée avec la PRESTOGRAPHIE - NATURISME

Albums illustrés - Documentation P ou N contre 1 timbre. HARVEST (1), 44, rue des Pyrénées, PARIS (20^e)

PETITES ANNONCES

ID 19 1961 blanche, 28 000 km, équipée exportation, entièrement révisée. Px Argus (8.000 F). LEGRAND, 85, bd Lefebvre, Paris (15^e).

Belle occasion, Dauphine bon état 1959, bleu capri. S'adresser secrétariat P.S.U. Blanche Becu, TRI 28-48.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

Je déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demandé à être mis en contact avec la section la plus proche. (Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e).

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20

● Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : FIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

J.-S. BACH OU LA GAUOTTE DU MENUISIER

J.-J. V.

Il y a une dizaine d'années, tout en travaillant avec un menuisier dans mon appartement, je comparais trois versions différentes des suites de J.-S. Bach. Je passai donc trois fois de suite la gavotte de la 3^e suite en ré majeur, puis le menuisier partit. Le lendemain je l'entendis siffler ladite gavotte, naturellement il se souvint l'avoir entendue la veille mais sans savoir ce que c'était.

Depuis ce jour, j'ai toujours commencé mes initiations à J.-S. Bach par cette gavotte. Vous constaterez en l'écoutant que c'est une danse bien rythmée, qui se retient facilement, en continuant vous reconnaîtrez que la bourrée et la gigue qui suivent ne sont pas moins attrayantes. Alors vous remonterez, vous trouverez l'air ou l'Aria, ce fameux Aria que l'on isole scandaleusement de la suite pour le donner seul interprète, depuis l'orchestre jusqu'au pipeau en passant par l'accordéon. Il est très beau et romantique avant l'heure. Il vous restera à assimiler l'Ouverture qui est la partie la plus intéressante de l'œuvre, mais aussi la plus difficile. L'Ouverture est fuguée. La fugue est un procédé d'écriture qui dérive du « canon », le « canon » c'est « Frère Jacques », il consiste donc comme vous le voyez à entendre le même thème répété plusieurs fois avec un certain décalage. La 3^e suite absorbée, les quatre autres suivront facilement. La cinquième suite de découverte récente est vraisemblablement la première ou la deuxième chronologiquement. Je vous reparlerai de Bach plus longuement un jour, sachez seulement pour aujourd'hui qu'il n'est ni austère ni scolastique, au contraire.

Pierre Bourgeois.

*

EN BREF

LES DOUZE CHAISES

La semaine dernière a eu lieu au ciné-club Action la première parisienne du film de Tomas Gutierrez Alca, Douze Chaises. C'est le premier long métrage cubain comique : il est tiré du roman satirique d'Ilf et Petrov, qui se déroulait en U.R.S.S., et la situation est évidemment « cubanisée ».

Une chaise contient un trésor ; cette chaise fait partie d'une série de douze, qui ont été dispersées par la Révolution. Dans le pays animé par de joyeux désordre qui suit les bouleversements sociaux, un bourgeois et son ex-valet essaient de récupérer le trésor : ils ont un concurrent, un curé. L'histoire est menée sur un rythme très rapide, la satire est souriante mais irrespectueuse — y compris pour les révolutionnaires — et il y a un générique en dessin animé digne de Saul Bass.

M. R.

Livres

Les fascismes français 1923-63

par J. Plumyène et R. Lasierra

Il n'y a jamais eu de fascisme en France. Ce n'est pas parce que les ouvriers et les démocrates ont fait leur unité que le mouvement fasciste de 1934 a échoué, c'est parce que quelques enragés se sont calmés au bon moment. Il n'y avait aucun danger ; le 13 mai est une utopie. Citoyens, dormez en paix, vous êtes en démocratie !

Telles sont les conclusions, et combien dangereuses, d'un livre (1) irresponsable.

Il y a en France de vagues traînées de poudre fascistes, mais il ne peut y avoir de fascisme français, telle est donc la thèse de Jean Plumyène et Raymond Lasierra au terme d'une enquête menée assez adroitement, mais dont les conclusions nous laissent perplexes.

Sur quoi fondent-ils leur étrange analyse ? Sur le fait que « le dynamisme économique et politique propre au fascisme est toujours resté étranger à la France » (sic). Le fascisme étant « la négation convulsive, révolutionnaire, du libéralisme économique dans toutes ses manifestations », le passage du capitalisme libéral à la société industrielle s'effectue en France sans les perturbations qui, en Italie, ont provoqué le fascisme. Pour ces raisons le phénomène fasciste est impossible en France, estiment les auteurs.

Et que pensent-ils du gaullisme ? En voici le meilleur échantillon : « Le gaullisme du général de Gaulle apparaît aujourd'hui clairement comme la forme sous laquelle se sera effectuée la mutation de la France en société industrielle. » En clair, le gaullisme serait le dernier et le meilleur antidote du fascisme.

Nous voici fixés sur les véritables intentions des auteurs. Inutile d'aller plus loin.

En conclusion : à lire... seulement si vous avez du temps à perdre et de l'argent à dépenser.

Marcel Aizertin.

(1) Edit. Le Seuil, 15 F.

HUIT ET DEMI



Marcello Mastroianni : un rôle de metteur en scène renommé.

LES CARABINIERS

de J.-L. GODARD

PERIODIQUEMENT, donc, nous aurons à voir un film de Jean-Luc Godard, qui a ravi à Raoul Lévy la qualité d'homme du cinéma dont on parle le plus.

Les Carabiniers se placent sous le patronage de Borges — ce barbouillis placé sous l'invocation d'un styliste ! — et déroulent ensuite une vision personnelle et fragmentée des « malheurs de la guerre », jouée comme aux patronages, abondamment commentée par des sous-titres, truffée de pastiches du meilleur goût (je vous recommande la scène où la partisane est fusillée, pastiche du Potemkine avec un clin d'œil aux gens qui pleurent Degueudre), bref, quelque chose qui n'est pas si loin qu'il voudrait le faire croire de La Jument Verte et de ses soudards, de La Grande Guerre et de sa leçon : la guerre est une absurdité totale, un cataclysme naturel, on y est pris, on la fait, personne n'est coupable, ce sera toujours la même chose, tous les camps se valent, etc.

M. R.

KRISS ROMANI

de Jean Schmidt

AUX dires de Jean Schmidt, « On ne peut pas devenir gitan ».

C'est la conviction que le réalisateur de « Kris Romani » a acquise après de longs mois de travail au milieu des tribus Lovara, Boyash, Manouche et Kalderash, cantonnées

dans la région parisienne. Au terme du tournage de son premier long métrage, Jean Schmidt est-il devenu cinéaste ? Je ne le pense pas. Son film, compte tenu de la campagne de presse écrite et télévisée qui accompagna sa sortie, est le plus consistant attrape-nigaud qu'il nous est donné actuellement de voir.

Je comprends le sentiment de Jean Schmidt devant les conditions d'existence réservées à ces Indiens de l'Europe occidentale que sont les romani. Je suis aussi indigné que lui (et qui ne le serait pas ?) des contrôles policiers qu'on leur impose au long des routes ; des brimades qu'il leur faut endurer, de parcs de stationnement en dépôts d'ordures. Mais cette indignation, ce n'est pas son film qui me l'a communiquée. En 90 minutes de projection je ne suis pas arrivé à croire un seul instant à cette histoire de racine biblique miraculeusement retrouvée par deux enfants et qui préservera, au dernier moment, l'unité de la tribu.

La légende était belle pourtant. Encore fallait-il prendre sans hésiter le parti de la légende. Au lieu de quoi, Jean Schmidt paluque du documentaire dénonciateur au merveilleux grimaçant. Quant à l'histoire d'amour qui s'efforce de cheminer entre ces deux pôles, elle est ramenée au niveau des bandes dessinées de M. Del Duca.

La direction d'acteurs est inexistante. L'interprétation mélodramatique (je vous recommande la quête « désespérée » de Catherine Rouvel au bureau de placement...). Le dialogue d'une triste indigence. Reste l'image, belle parfois, mais tellement élaborée. Non ! « Kris Romani » n'est pas un film adulte ; tout au plus une œuvre de patronage. Avis aux amateurs...

UTOPSYCHANALYSE délirante, penseront certains spectateurs de « 8 1/2 » ; examen de conscience plein de complaisance, affirmeront d'autres ; Fellini est un malin (un malin de génie, bien entendu), avancera un troisième groupe ; sur-réalisme désamorçé, ricaneront enfin les forts en thème. Voyons les choses d'un peu plus près...

Au cours d'une cure dans un luxueux établissement thermal, un metteur en scène renommé (Marcello Mastroianni) pense à son prochain film. Il est théoriquement dans une position idéale pour méditer. Mais son producteur vient le relancer jusque dans la ville d'eaux ; son scénariste le harcèle entre deux bains de boue ; d'autre part, sa maîtresse (Sandra Milo) s'installe dans le voisinage ; sa femme (Anouk Aimée) l'accable de reproches ; des amis le reconnaissent dans les allées du parc et le criblent de questions indiscrètes. La situation de Guido — c'est le nom du metteur en scène — est en fait inconfortable ; d'autant plus qu'il traverse une crise d'inspiration. L'agitation qui l'entoure, les soins dont il est l'objet de la part de ravissantes infirmières, cette position de repli qu'il occupe par rapport à son activité normale, l'incitent plus à la rêverie qu'au travail.

Mais la rêverie ménage (comme toujours) des surprises. Le bond en avant que Guido ne peut accomplir sur le plan créateur appelle une révision des valeurs admises une fois pour toutes. C'est aussi la porte ouverte aux souvenirs, à l'angoisse, aux regrets. Souvenirs d'enfance d'abord (la famille où il a été élevé comme un coq en pâte, le collège des jésuites et sa discipline sévère, la découverte « honteuse » de l'amour charnel) ; regrets d'avoir raté quelques-uns de ses films par manque d'audace ou de sincérité ; c'est encore les amis abandonnés, les critiques impitoyables, la vie privée sacrifiée sous les sunlights de la gloire.

Guido est coïncé par l'âge (il a déjà quarante-trois ans), pris au piège de certaines facilités. Il n'est plus maître du temps, ni de la réalité. Il découvre qu'il ne l'a jamais été. La fiction se venge aujourd'hui en faisant éclater tous les procédés de la raison, en frappant d'inutilité le laborieux échafaudage de la logique (matérialisé ici par une gigantesque super-structure tubulaire).

Guido, c'est un peu Fellini (né lui aussi en 1920). « 8 1/2 », c'est le film qu'il a tiré d'un carnaval d'obsessions soigneusement sélectionnées, en poussant son goût du symbole par le grand escalier de la monstruosité. Une monstruosité tintamarresque, délicate et fantastique ; ironique et sensuelle, où l'amour peut tout aussi bien prendre le masque d'une marionnette que le beau visage de Claudia Cardinale (le premier n'étant qu'une approximation boursoufflée du second). Car « 8 1/2 » n'est pas seulement un film qui tord le cou de la raison raisonneuse, c'est aussi une œuvre, mille excuses aux aveugles, où le tendre regard de l'amour cherche le vôtre en filigrane.

Jean-Jacques Vernon.